

*Prolétaires
de tous les pays,
peuples et nations opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE — SEMAINE DU 11 AU 17 SEPTEMBRE 1980

4,50 F



**Les
marins-pêcheurs
luttent pour
leur survie**

LIRE NOTRE REPORTAGE PAGES 6 ET 7

**Les
contradictions
syndicales
à la rentrée**

LIRE PAGE 5

**Bolivie :
résistance
populaire
au coup d'Etat**

LIRE PAGE 11

LES LEÇONS DE L'ETE POLONAIS



LIRE PAGES 2, 3 ET 4

LES LEÇONS DE L'ÉTÉ POLONAIS



Le mardi 1^{er} juillet 1980, des grèves éclatent à Ursus, dans la banlieue de Varsovie, et Tczew, dans la région de Gdansk, pour protester contre les hausses de 50 à 100 % du prix de la viande. Ainsi débute la formidable vague de lutte des travailleurs polonais. Deux mois plus tard, le dimanche 31 août, les dirigeants du comité de grève inter-entreprise (MKS) de Gdansk signent avec les représentants gouvernementaux l'accord consacrant la victoire des grévistes. Cette même victoire sera obtenue trois jours après par les mineurs de Silésie, tandis qu'aujourd'hui encore des grèves se déroulent dans divers points du pays.

L'été polonais n'est pas terminé, mais déjà les répercussions en sont profondes, tant du point de vue des rapports sociaux en Pologne que du point de vue international. De cet événement majeur, quelques traits saillants peuvent être dégagés, qui sont autant de leçons.

Aux antipodes du bilan globalement positif

Démarré le 1^{er} juillet pour protester contre les hausses du prix de la viande, le mouvement gréviste s'est progressivement articulé autour d'un corps de revendications beaucoup plus amples, beaucoup plus précises, beaucoup plus directement politique aussi : le 5 juillet, des augmentations de salaires étaient exigées ; le 15 juillet, les ouvriers de Lublin demandaient « la libre élection » de leurs responsables syndicaux ; le 16 août, le MKS de Gdansk définissait une plate-forme de 21 revendications, que l'ensemble des grévistes allaient faire leur. Ces 21 revendications, elles sont une formidable leçon de chose sur la réalité du régime polonais, tel que l'a vécu la classe ouvrière : les grévistes ne se reconnaissent pas dans les syndicats officiels, qui, « n'ont pas répondu aux espoirs et aux aspirations des travailleurs ». Ils ne sont pas des instruments de défense entre leurs mains, mais des émanations directes du gouvernement et du parti ; à preuve le fait que si des responsables du syndicat officiel participent bien aux négociations de Gdansk, ce sera... du côté gouvernemental !

Le droit à la grève, s'il n'était pas formellement interdit par la Constitution, n'existait pas dans la réalité : parce que le code du travail l'interdisait (articles 52, 64 et 65, dénoncés par le point 2 des revendications), et parce que la sécurité des grévistes n'était pas garantie. La notion de « secret d'Etat » avait pris une

extension considérable, puisqu'elle s'étendait non pas seulement aux problèmes afférents à la sécurité, mais aussi aux documents administratifs, aux plans socio-économique, et aux chiffres mêmes de l'économie (point 3). La « répression pour opinion » (point 4) touchait les travailleurs (licenciements après les grèves de 1970 et 1976), les étudiants, les intellectuels... Le droit pour « tous les milieux et groupes sociaux de participer aux discussions sur le programme de réforme » n'existait pas, et les grévistes l'exigent dans leur revendication n° 6. La hausse du coût de la vie — et la baisse du pouvoir d'achat — sont réels, mais dissimulés : les grévistes veulent que « les études sur le coût de la vie » soient effectuées par le gouvernement, mais aussi pour plus de sûreté, « par les syndicats et les organismes scientifiques » (point 9). L'approvisionnement, y compris en nourriture n'est pas le même pour tous, et les travailleurs dénoncent les privilèges que sont « les magasins commerciaux ou la vente en devises étrangères » (point 11), de même qu'ils dénoncent les avantages exorbitants qui sont ceux de la police et des membres de l'appareil (point 13). Les difficiles conditions d'accès à des logements décentes, l'insuffisance de la protection médicale, de la retraite de vieux travailleurs, sont eux-aussi mis en cause...

Voilà ce dont ne veut plus la classe ouvrière polonaise. En définissant ces revendications, elle dit non à un état de chose qui se situe aux antipodes du « bilan globalement positif » cher au PCF.

L'exigence première du mouvement : le droit à l'organisation autonome des travailleurs

La réalité polonaise, dont beaucoup de traits se retrouvent dans les autres pays de l'Est, était certes connue, et dénoncée par les organisations d'opposition, et notamment le KOR. Mais ceux-ci se voyaient régulièrement opposés, par les zéloteurs du régime, leur qualité d'intellectuels, de « dissidents ». L'immense nouveauté de l'été polonais, c'est bien l'affirmation d'un mouvement ouvrier puissant, massif, solide. Un mouvement ouvrier qui dénonce les tares du régime, pose un certain nombre de revendications, mais avance comme exigence première le droit à l'organisation autonome des travailleurs.

Car c'est bien autour de cela que s'est articulée toute la lutte.

Quand le gouvernement fait savoir, le 15 juillet, qu'il n'est pas opposé à des augmentations de salaires, croyant avoir affaire à un simple mouvement revendicatif, il n'est pas écouté : des grèves continuent, d'autres se déclenchent. Quand, le 14 août, le premier ministre Babiuch annonce fièrement qu'il n'y aura pas d'augmentation du prix de la viande cette année, il n'est pas plus écouté. Quand, le 27 août, les structures du gouvernement et du parti sont profondément modifiées, les travailleurs ne cessent pas leur action. Ils se battent pour autre chose. Les augmentations de salaires ? oui, bien sûr, c'est important, très important même ; mais on rappelle, par exemple, que celles concédées en 1976 ont été aussitôt rognées par la hausse des prix. Les changements dans l'appareil d'Etat ou dans celui du parti ? ça ne nous concerne pas, répètent Lech Walesa et les délégués du MKS, « ce que nous voulons, nous, c'est notre syndicat libre ». En grève par centaines de milliers, pour leur droit à l'organisation, les travailleurs polonais affirment ainsi bien haut que le parti qui se présente comme le parti de la classe ouvrière ne représente pas leurs intérêts et que l'énorme complexe que constitue l'appareil du parti et celui de l'Etat est pour eux un corps étranger et hostile.

L'acharnement avec lequel la classe ouvrière polonaise malgré tous les risques encourus s'est battu pour la création d'un syndicat « libre et autogéré » est donc révélatrice de la nature anti-populaire du régime polonais.

Comme l'est d'ailleurs l'attitude gouvernementale au cours du conflit.

L'antagonisme de classe mis à nu

En effet, face aux exigences posées massivement par les travailleurs, face à un mouvement qui avait manifestement l'appui et la sympathie de tout le peuple travailleurs, le gouvernement n'a cédé que sous les contraintes.

Les négociations n'ont pas eu le caractère « limité » que certains veulent lui donner. Jusqu'au dernier moment, le gouvernement a tout fait pour empêcher la victoire ouvrière : début juillet, Gierek dénonçait les premières grèves : le 15, le bureau politique lançait un appel solennel à la reprise du travail ; le 12 août, la presse officielle annonçait la « fin du mouvement », tentant ainsi d'isoler les ouvriers en lutte ; le 14, le premier ministre annonçait à la télévision son refus de satisfaire les revendications autres que celles concernant les salaires et le prix de la viande ; le 16, la milice encerclait la ville de Gdansk, où les communications téléphoniques sont interrompues ; le 18, le négociateur gouvernemental refuse de reconnaître le MKS, et déclare qu'il ne se rendra jamais sur le chantier Lénine occupé ; le 20, plusieurs dizaines d'intellectuels d'opposition sont arrêtés ; le 24, Gierek dénonce devant le Comité Central la revendication des syndicats indépendants ; et ce n'est que parce que les grèves s'étendent encore le 30 que le gouvernement cède le 31. La répression, la dénonciation des « meneurs », les tentatives de division, les diatribes sur « les revendications qui mettraient en péril l'économie du pays », autant d'attitudes que nous connaissons bien dans la bouche du patronat et de la bourgeoisie, mais qui là-bas, étaient le fait du gouvernement polonais.

Ainsi le déroulement même du conflit a mis en lumière la nature du régime polonais et l'antagonisme de classe qui existe dans ce pays, antagonisme dont les travailleurs ont conscience.

Unifiée autour de ses revendications, avec comme axe essentiel la création de l'organisation autonome de la classe ouvrière, le mouvement ouvrier a largement montré sa maturité. Non pas qu'il ait été « modéré », ou « compréhensif » par rapport au gouvernement — l'exigence du syndicat libre prouve le contraire —, mais bien parce qu'il avait une claire conscience de son adversaire. Les travailleurs savaient les risques d'une intervention soviétique, comme ils savaient

jusqu'ou peut aller la répression gouvernementale. Le monument édifié cet été devant la porte du chantier Lénine à la mémoire de ceux qui ont été tués pendant le mouvement de 1970, en témoigne.

Saisissant le moment favorable, ils ont su profiter des contradictions du régime (signataire des accords internationaux sur la liberté syndicale) et des contradictions au sein du parti, pour poser leur revendication de syndicat libre déjà évoqué en 1970 et en 1976. Evitant cette fois-ci les manifestations de rues et les protestations devant les sièges du parti, ils n'ont pas donné prise à la répression, ils ont su créer un rapport de force favorable, disposant du large soutien de la population et travaillant avec les intellectuels d'opposition, appelés auprès d'eux comme « experts et conseillers ». Dénonçant l'absence de démocratie, ils ont en positif pratiqué la démocratie la plus large, comme le montre par exemple le fait que les négociations aient été retransmises par haut-parleur à l'ensemble des grévistes, et ce contre la volonté des représentants gouvernementaux.

Les syndicats libres : un point d'appui pour les travailleurs

La classe ouvrière polonaise a maintenant obtenu, de haute lutte, le droit de créer ses propres organisations, « indépendantes et autogérées ».

Indépendantes, en ce sens que les nouvelles organisations syndicales qui se créent un peu partout maintenant n'ont aucun lien avec le parti ou l'Etat. Autogérées, en ce sens qu'elles sont les organisations autonomes de la classe ouvrière, défendant ses intérêts propres, et choisissant librement ses structures et ses dirigeants.

Organisations qui, sans pouvoir afficher un rôle directement politique, se voient reconnaître, dans le protocole d'accord signé avec le gouvernement, la compétence à intervenir « dans les domaines sociaux, économiques et culturels » et plus précisément encore « dans les décisions clés qui déterminent les conditions de vie des ouvriers en ce qui concerne les principes de répartition du revenu national entre consommation et accumulation, la répartition des fonds de consommation sociale (...) le plan économique à long terme, les principes de base des rémunérations et l'orientation de la politique des salaires, l'orientation de la politique des investissements et les modifications des prix ».

Dans des conditions bien difficiles, la classe ouvrière polonaise a remporté une grande victoire face à l'appareil du parti et de l'Etat, créée sa propre organisation de lutte, pour défendre ses propres intérêts et faire entendre sa voix.

Sans doute faut-il s'attendre maintenant à des tentatives pour voler aux travailleurs leur victoire, pour remettre en cause les acquis, ou détourner les accords de leur sens véritable. Les Soviétiques y appellent déjà, ouvertement. Les dangers existent donc, mais les motifs d'optimisme aussi. Par-delà la censure et le black-out sur l'information, les classes ouvrières des pays de l'Est ont suivi l'été polonais, comme elles vont suivre maintenant l'action de l'organisation autonome de la classe ouvrière polonaise, qui fait la preuve de sa force et de ses potentialités.

Mais quel que soit le cours des événements dans les semaines qui viennent, il y a déjà cet apport inestimable.

Pour la première fois dans les pays de l'Est, les contradictions de classe, et l'antagonisme entre la classe dirigeante et le prolétariat, sont aussi crûment mises en lumière par les travailleurs eux-mêmes. Difficile après cela de parler de socialisme à propos de la Pologne, puisque la preuve est faite non seulement que la classe ouvrière est exclue du pouvoir, mais qu'en plus elle doit entrer en lutte contre ce même pouvoir pour faire valoir ses droits.

Edmund Baluka était président du comité de grève de Szczecin au cours du grand mouvement de révolte ouvrière qui avait secoué le littoral de la Baltique à Gdansk et Szczecin en décembre 1970 et janvier 1971.

E. Baluka, président du comité de grève de Szczecin en 1970 «On peut voir tout le chemin parcouru»

► Comment expliquez-vous la maturité du mouvement ouvrier actuel ?

La maturité s'est manifestée notamment par l'organisation des travailleurs polonais. Ce sont eux qui ont contrôlé le mouvement : c'est le comité de grève qui décidait de ce qui devait fonctionner ou non. S'il décidait que le ravitaillement devait arriver aux villes, les travailleurs de ces branches-là travaillaient ; ils étaient eux aussi en grève dans le sens où ils n'étaient plus sous le contrôle de l'Etat mais sous celui des ouvriers.

Autre exemple : celui des cheminots en grève. Comme ils savent très bien que leur plus grand ennemi c'est l'isolement, ils ont continué à faire marcher les trains de passagers qui venaient de l'étranger. Même chose pour les ferry-boat de passa-

gers venant du Danemark ou de Suède alors que tous les bateaux de commerce étaient bloqués dans la rade.

Le régime aurait certainement préféré que tout le monde se mette en grève de manière anarchique, les gens auraient eu des problèmes de ravitaillement. Le gouvernement aurait eu beaucoup plus d'arguments pour utiliser la force. Là, il a eu les mains complètement liées. Un travailleur d'une usine de pompes à Varsovie a raconté dans un journal polonais d'opposition : «Ils nous attendaient dans la rue pour nous faire taper par leurs flics. Nous, on est resté à discuter près de nos machines et ils ont dû traiter avec nous.» Ils ne peuvent pas utiliser la répression, ils ont en face d'eux une force organisée, qui organise aussi la vie du pays.

En même temps la solidarité

s'est manifestée. Celle des paysans par exemple, qui apportent du ravitaillement devant les usines pour soutenir la grève. Les gens sont dans la rue, gais, avec leurs enfants, ils achètent à manger. Il y a même plus à manger qu'à l'habitude parce qu'ils ouvrent les entrepôts militaires. Dans ce climat où tout est contrôlé, il n'y a pas de provocation possible.

► Quels sont, selon vous, les rapports entre le mouvement ouvrier et l'opposition intellectuelle ?

Auparavant, les ouvriers avaient un sentiment de méfiance dans le sens où ils assimilaient aux intellectuels toute personne portant une chemise et une cravate. En décembre 1970, sur les 12 000 travailleurs des

chantiers navals, seuls les ouvriers sont descendus dans la rue. Les employés de bureau étaient aux fenêtres, méprisants, et pourtant ils ne gagnaient pas plus et parfois moins que certains ouvriers. Mais, alors qu'ils n'ont rien à voir avec l'intelligentsia, ils avaient le sentiment d'appartenir à quelque chose d'autre que la masse travailleuse. Le régime a cultivé ce sentiment de différence, pour isoler les uns des autres, entretenir l'illusion qu'ils avaient des intérêts différents.

En 1980, ce n'est plus vrai. Il y a une unité contre la bureaucratie. Dans le mouvement actuel, des employés, des ingénieurs se sont engagés aux côtés des travailleurs. Ils sont descendus dans les ateliers pour faire grève, ils avaient leurs délégués.

On peut voir ainsi tout le chemin parcouru. L'année 1976 a été le premier tournant. Quand à l'automne, le régime a commencé à frapper les ouvriers qui avaient fait grève, s'est constitué le KOR. Et ce n'est pas tombé du ciel. Depuis un certain temps, des liens se tissaient entre certains intellectuels qui commençaient à relever la tête. Aujourd'hui, différents groupes d'intellectuels jouent pleinement leur rôle au sein de l'opposition.

Ils ont prouvé que l'unité entre les ouvriers et l'intelligentsia a son rôle à jouer, qu'elle peut aider les travailleurs, qu'ils ont mutuellement besoin les uns des autres.

Dans ce régime qui ne prononce, ni n'écrit jamais le mot grève, le simple fait d'écrire ce mot dans les journaux de l'opposition, de faire savoir ailleurs que là il y a eu une grève, que là ils ont gagné, c'est un ferment très important dans le sens où ça nourrit le mouve-

ment. Par exemple, à Gdansk, tout a commencé avec le renvoi d'Anna Walentynowicz. Le lendemain matin, des étudiants, des membres du KOR, de *Robotnik* sont venus devant l'entreprise distribuant des tracts appelant à sa réintégration : les ouvriers de son atelier ont débrayé, sont allés devant le bureau de la direction, un grand meeting s'est formé, des représentants ont été élus et tout est parti. On peut donner des dizaines d'exemples. Ils montrent tous la même chose : l'information dans ce pays a un rôle majeur.

► Que pensez-vous du risque d'intervention soviétique ?

Les moyens d'information en parlent beaucoup : sans doute plus par peur des changements internationaux que cela provoquerait que par rapport à la Pologne.

L'URSS a déjà eu deux fois «l'occasion» d'intervenir, en 1956 et en 1970. Elle ne l'a pas fait.

Les Russes ont peut-être plus peur de nous que nous d'eux, politiquement parlant. Ce que je sais, c'est que les travailleurs polonais sont déterminés, qu'ils n'ont rien à perdre.

Bien sûr, en politique, il faut prendre en compte toutes les possibilités. L'intervention soviétique est une possibilité parmi d'autres, mais ça n'est pas ou comme ci ou comme ça, ou bien on gagne, ou bien il y aura intervention. Ce n'est pas uniquement l'URSS et la Pologne qu'il faut regarder mais aussi la situation internationale, les syndicats et les réactions des travailleurs des autres pays, la situation des autres pays du bloc soviétique.



Les vingt et une revendications du comité inter-entreprise de Gdansk

- 1) Reconnaissance de syndicats libres indépendants du parti et des employeurs sur la base de la convention n° 87 de l'O.I.T. (Organisation internationale du travail), ratifiée par la Pologne ;
- 2) Garantie du respect du droit de grève, de la sécurité des grévistes et des personnes qui les aident ;
- 3) Respect des libertés d'expression, de publication et d'impression garanties par la Constitution. Arrêt de la répression contre les publications indépendantes et accès aux médias des représentants de toutes les Eglises ;
- 4) A - Rétablissement des droits des personnes licenciées après les grèves de 1970 et 1976 et des étudiants exclus de l'enseignement supérieur à cause de leurs opinions politiques ; B - Libération de tous les prisonniers politiques, notamment : E. Zadrozynski, J.-M. Kozłowski ; et cessation des représailles pour raison d'opinion ;
- 5) Diffusion par les *mass media* de l'information sur la création du comité de grève inter-entreprises et publication de ses revendications ;
- 6) Lancement d'actions réelles ayant pour but de sortir le pays de la situation de crise, comme par exemple : diffusion publique de toutes les informations sur la situation socio-économique de la Pologne. Et possibilité donnée à tous les milieux et couches sociales de participer aux discussions sur un programme de réformes ;
- 7) Payer tous les grévistes comme pendant les périodes de congés ;
- 8) Augmentation du salaire de base de chaque travailleur de 2 000 zlotys par mois en compensation de l'augmentation du prix de la viande ;
- 9) Echelle mobile des salaires ;
- 10) Réalisation d'un approvisionnement plein du

marché intérieur en articles alimentaires et limitation des exportations au surplus ;

11) Introduction de cartes de rationnement pour la viande jusqu'à la stabilisation du marché ;

12) Suppression des prix commerciaux et des ventes en devises étrangères sur le marché intérieur ;

13) Désignation des managers en se fondant uniquement sur leur qualification et non sur l'appartenance au parti. Suppression des privilèges de la police, de la sécurité et de l'appareil du parti par l'égalisation des allocations familiales et la suppression du système de ventes spéciales ;

14) Droit à la retraite après trente-cinq ans de travail ; à cinquante ans pour les femmes et à cinquante-cinq ans pour les hommes ;

15) Suppression des différences entre les deux systèmes de pensions et de retraites par l'alignement sur le plus favorable ;

16) Amélioration des conditions de travail des services médicaux afin d'assurer aux travailleurs les services dont ils ont besoin ;

17) Création de crèches et écoles maternelles en nombre suffisant pour les enfants des mères qui travaillent ;

18) Extension de la durée du congé maternel payé à trois ans ;

19) Limitation du temps d'attente pour l'attribution d'appartements ;

20) Augmentation de 40 à 100 zlotys des frais de déplacement et augmentation de la prime de déplacement ;

21) Compensation dans les usines travaillant à plein temps de l'absence du samedi libre par l'allongement de la période de congé ou l'introduction de jours fériés particuliers.

Des inégalités économiques criantes

L'existence d'inégalités économiques criantes au profit du corps constitué par le personnel de l'appareil d'Etat et du parti a été mise en pleine lumière par le mouvement gréviste et la suppression des privilèges placée au cœur des revendications ouvrières. (Cf les vingt et un points des travailleurs de Gdansk).

Nous reproduisons ici quelques extraits de deux articles de la presse polonaise, officielle et d'opposition, qui jette un éclairage sur cette situation. Dans une étude publiée dans la revue *Odra* à Wrocław en 1977, A. Tymowski note : «Si la situation des groupes sociaux ou des individus les plus favorisés matériellement fait parfois l'objet de recherches, celle des plus riches d'entre eux constitue une «terre inconnue». Aucune recherche sur leur nombre, l'origine de leurs revenus demeure obscure. Tant dans les études concernant la structure sociale que dans l'analyse des budgets familiaux, ces groupes

sont absents de fait (mais pas de droit !)

Des premières pistes qu'il esquisse, il ressort que la fonction politique et professionnelle occupée dans la société joue un rôle essentiel : «Le fait d'exercer une certaine profession ou d'occuper une fonction dans la hiérarchie (cette position n'étant pas nécessairement très élevée : il suffit qu'elle procure au titulaire une certaine influence) ouvre le droit à l'achat d'une voiture sans les délais habituels en la matière. Pourtant chacun sait combien est importante la différence entre le prix du marché et celui de la voiture attribuée par cette voie privilégiée. Le «gain» que procure cette différence aux personnes haut placées dépasse le montant du salaire annuel moyen. L'achat à l'Etat, à très bas prix, d'un logement par son occupant, prix sans rapport avec le coût réel du logement (grâce à un calcul fictif des frais d'amortissement favorable à l'acheteur)

SUITE PAGE 4

SUITE DE LA PAGE 3

et la revente de ce logement par la suite, constituent un autre exemple de revenus de ce type. Sans entrer ici dans le détail de l'opération, on peut affirmer que le « gain » obtenu de cette façon est égal à plusieurs fois le salaire annuel. (...) On peut encore citer d'autres exemples, tels que les revenus provenant de l'occupation d'un poste dans une institution ou un établissement offrant l'occasion d'accomplir des missions à l'étranger (surtout lorsqu'il s'agit de pays à monnaie forte dont le cours, sur le marché noir polonais, est très élevé). Les titulaires d'une bourse pour l'étranger, les membres de délégations officielles, envoyés sans justification évidente (un voyage à l'étranger est une récompense), le personnel diplomatique (...) viennent tous gonfler les rangs des individus les plus riches.

Dans Robotnik, bulletin d'opposition publié à l'initiative du KOR et alimenté par des correspondances ouvrières, l'article « Mais certains sont plus égaux que d'autres » (mai 1978) énumère d'autres avantages procurés par la situation des privilégiés. L'auteur, ironiquement, distingue le « citoyen à devises » et le « citoyen à zlotys ». Pour le premier, « la procédure d'obtention d'un passeport est simplifiée et l'accès à toute sorte de biens aisés. Le réseau de plus en plus dense de magasins à dollars « PEWEX » — et d'autres commerces de la prétendue « exportation interne » — c'est-à-dire de produits payables en devises — lui assure tout ce qui, contre des zlotys, est inaccessible sans piston, pots-de-vin, années d'attente, etc. (...)

Ainsi, outre les marchandises importées, on peut acheter, moyennant dollars et sans attente, logements, machines à laver et autre appareils ménagers de fabrication polonaise, mais qu'on ne trouve pas sur le marché, voitures, vodka (moins chère en dollars qu'en zlotys) ou jambon polonais. Au rayon enfants, on peut trouver des jouets ; au rayon agriculture, le paysan a une chance de s'approvisionner en engrais, matériaux de construction, machines agricoles, etc. » L'article en montre les conséquences sociales : « La prolifération des magasins d'« exportation interne » tient principalement à l'existence d'un endettement extérieur énorme, auquel l'Etat tente de faire face en se procurant le maximum de devises occidentales. Or, la quantité de devises ainsi obtenues est infime par rapport à l'immensité de cet endettement. Les préjudices sociaux dus à la ségrégation des citoyens sont incomparablement plus graves que ce maigre profit. L'intrusion de mineurs de Silésie dans un magasin PEWEX où ils ont demandé à acheter en zlotys illustre bien les sentiments que cette situation inspire à la population. »

C'est sans doute parmi ces citoyens-là que se classait Szczepeński, directeur démissionné de la radio et de la TV. L'« inventaire » rendu public de sa fortune révèle la possession d'un nombre important de villas et d'appartements, trois yachts, trois avions, sept voitures, une propriété pour des safaris au Kenya, une caisse noire d'un million de dollars à Londres pour financer des voyages d'agrément...

Joelle FECLAZ

A propos de l'attitude du PCF... L'Humanité récidive

Lors de l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan, l'organe central du PCF s'était fait le défenseur sans réserves du point de vue soviétique, reprenant systématiquement les arguments avancés par Moscou.

Sans doute la direction du PCF, pour justifier l'injustifiable, et masquer son alignement sur Moscou, pouvait-elle jouer sur l'ignorance des gens sur la réalité d'un pays aussi éloigné de la France, tandis que le caractère bien spécifique des structures sociales de l'Afghanistan : on avait affaire d'après elle à une révolte réactionnaire musulmane armée et soutenue par l'impérialisme américain. Au regard de cette argumentation, sommaire et fautive, qui laissait beaucoup de gens sceptiques, y compris à l'intérieur du PCF, on était curieux de savoir ce que serait la position du PCF et de son journal sur les événements de Pologne, c'est-à-dire vis-à-vis d'un mouvement manifestement ouvrier, exprimant manifestement les sentiments de la majorité des travailleurs polonais, et se développant tout aussi manifestement sans ingérence étrangère. Eh, bien, force est de constater que là aussi, malgré toutes ces évidences, la direction du PCF et l'Humanité se sont alignés complètement sur le point de vue officiel du gouvernement polonais, suivant pas à pas les inflexions de ce dernier, y compris quand ce gouvernement était obligé, sous la pression des travailleurs, de changer du tout au tout de positions en l'espace de 24 heures.

Laissons parler les faits :

Première phase de la lutte : A partir du 1^{er} juillet, les ouvriers polonais entrent progressivement en grève, le mouvement s'étendant très rapidement à l'ensemble de la côte Balte.

Attitude de l'Humanité : Taire le plus longtemps possible la grève et minimiser l'ampleur et la portée du mouvement. Le 4 juillet par exemple, l'optimisme est de rigueur, on ne parle pas de grève : « Des discussions vives ont lieu dans toutes les grandes entreprises du pays. Parfois, on a violemment critiqué non pas les augmentations (de prix), mais la manière dont elles ont été annoncées ; et, précise-t-on, on ne peut pas à la fois discuter et travailler. C'était notamment le cas dans certains ateliers du combinat des tracteurs Ursus, et aux fonderies des aciéries de Varsovie ». Le 7 juillet, quand l'Humanité parle enfin de grèves, c'est pour annoncer leur fin : « Les discussions n'ont jamais débouchées sur des mouvements de grève généralisés. On peut parler de débrayages dans certaines usines. Ces mouvements sont aujourd'hui totalement terminés. Paradoxalement, les critiques les plus vives sont le fait des dirigeants du parti, des syndicats, des ministres, des députés ». D'ailleurs, pourquoi les travailleurs polonais auraient-ils besoin de recourir à la grève ?

Voilà — quelques temps avant que le comité de Gdansk ne présente ses 21 revendications dans lesquelles est bien mise à nu, précisément l'absence de droits élémentaire pour les travailleurs —, le panégyrique que trace l'Humanité de la « démocratie socialiste » existant en

Pologne : « La garantie de l'emploi est fondamentale, elle permet une discussion sur les problèmes sociaux et politiques beaucoup plus libre. Comme dans tous les établissements industriels, il y a aux chantiers navals, une conférence d'auto-gestion. Elle est composée des représentants de toutes les organisations ouvrières (syndicats, parti, jeunesse) plus des délégués élus directement par les ateliers. (...)

La direction du chantier ne participe pas aux réunions de la conférence. Celle-ci contrôle les actions de la direction du plan, s'occupe des logements, des transports, des questions sociales, comme n'importe quelle direction. Mais la conférence accepte ou refuse. Sans l'accord de la Conférence, rien ne peut se faire. »

Autrement dit, tout est parfait dans le meilleur des mondes !

Deuxième phase : Les ouvriers, qui ont constitué le Comité Inter-entreprise de Gdansk avancent leurs 21 revendications, dénoncent la censure, les privilèges et réclament le droit d'expression, de grève et d'organisation.

Quelle belle occasion pour un parti qui s'est dit si soucieux de respect de la démocratie sous le socialisme de montrer à quel point il avait à cœur l'existence dans un pays de démocratie populaire d'un mouvement ouvrier fort, mûr et organisé, qui posait précisément ces questions-là !

Et bien l'Humanité n'a pas publié les 21 revendications des ouvriers de Gdansk. Le lecteur de l'Humanité aura dû attendre la signature du protocole, le 31 août pour enfin connaître la véritable teneur des revendications ouvrières.

Troisième phase : Le gouvernement polonais, qui ne veut pas des syndicats libres, résiste jusqu'au bout. A Varsovie comme à Moscou, on commence à parler d'éléments « anti-socialistes » pour tenter de discréditer le mouvement, d'isoler ses leaders et de préparer aussi la voie à la répression, comme cela s'était passé en 1970 et 1976.

Là aussi, l'Humanité, pourtant bien avertie sur ce type de scénario, emboîte le pas.

Le 29 août, elle dénonce fermement la revendication de syndicats libres : « On ne peut ignorer que la revendication d'une nouvelle structure syndicale correspond pour certains à une volonté politique de créer une structure d'opposition au régime (...) ce qui n'est pas négociable ». Même son de cloche le samedi 30 août : « Le MKS laisse transparaitre sa volonté de mettre en place, sous couvert d'un deuxième syndicat indépendant du mouvement syndical actuel, une structure d'opposition au régime ». Et Séguy de déclarer dans le même numéro : « En Pologne, et en France et dans d'autres pays, des hommes politiques et des syndicalistes voient dans ce qu'ils appellent des « syndicats libres », la possibilité d'introduire dans les pays socialistes, des mécanismes de guerre contre le socialisme ».

Quatrième phase : Le protocole est signé, le mouvement ouvrier est victorieux.

Comme il se doit, le gouver-



nement polonais, qui n'a cédé que sous la contrainte, est satisfait des accords qui viennent d'être signés et débite ce sujet des propos lénifiants. L'Humanité change alors son fusil d'épaule : deux jours après avoir dénoncé la revendication des syndicats libres, l'Humanité du 1^{er} septembre écrit que « le contenu des accords consacrant l'autonomie du mouvement syndical par rapport au pouvoir a tout lieu de nous satisfaire. Ne converge-t-elle pas avec nos propres conceptions approuvées lors des 22^e et 23^e congrès ? ».

Evidemment, mais on aurait aimé le savoir avant !

Il s'agit dès lors pour l'organe central du PCF de banaliser le conflit en le ramenant à une seule dimension économique et de porter son « heureux dénouement » au crédit de la « démocratie socialiste ».

Alors que le mouvement des ouvriers polonais a été essentiellement politique, qu'il a posé explicitement le problème de l'exclusion des travailleurs d'un pouvoir qui prétend agir en leur nom, G. Marchais tire de toutes autres leçons : « La question décisive qui est posée, c'est celle de l'élaboration et de l'application des réformes de structure et de la gestion de l'économie, celle d'une nouvelle politique économique ».

Ce à quoi Eddy Kenig, ancien secrétaire de la Fédération de Paris du PCF, répond : « Georges Marchais évacue les données de

base mises en lumière par cette crise ; la classe ouvrière d'un pays socialiste écartée de tous les centres de décision et privée de toute structure autonome d'intervention, un gouvernement et un parti communiste ne bénéficient plus d'aucun crédit dans la population, les travailleurs contraints de mener une grève de plusieurs semaines pour poser la question des libertés élémentaires (...).

Nombreux sont les militants du PCF qui auraient souhaité que leur parti se range aux côtés des travailleurs polonais. Il ne l'a pas fait. Les revendications de la classe ouvrière mettaient par trop en cause le « bilan globalement positif », comme elles révélaient par trop que la classe ouvrière ne peut avoir d'autres prises sur le pouvoir que ce qu'elle obtient par la lutte.

L'été polonais aura donc révélé la continuité du glissement opéré par la direction du PCF. Des « graves divergences sur la démocratie », on est passé au « bilan globalement positif ». Le 8 juin, Fiterman parlait du « formidable bilan de réalisations positives ». Le 26 juin, Gremetz vantait « le bilan réel du socialisme », en ne relevant, de ci, de là, que « lents, des obstacles, des erreurs... ». Aujourd'hui, la direction du PCF se range aux côtés du pouvoir polonais quand la classe ouvrière entre en lutte face à lui.

CGT - CFDT : une division qui se creuse

Monique CHERAN

Le moins qu'on puisse dire, en cette rentrée 1980, c'est que les relations entre les deux centrales syndicales CGT et CFDT ne sont guère au beau fixe. Depuis plusieurs mois, et particulièrement depuis le 1^{er} mai, il ne s'était guère passé de jour sans qu'un dirigeant de la CGT ne fasse de déclaration accusatrice contre le «consensus» ou le recentrage» de la CFDT. Concrètement, il y avait eu peu, presque pas d'initiatives unitaires depuis cette période. La négociation sur le temps de travail avait encore apporté de l'eau au moulin des responsables CGT, et en juillet Henri Krasuki ne mâchait pas ses mots pour condamner «le comporte-

ment de la direction de la CFDT dans toute cette affaire», mettant sans détour sur le même plan «l'échec du CNPF», «l'échec du pouvoir et de Giscard d'Estaing», et l'«échec du recentrage de la CFDT». Un véritable feu roulant s'était abattu sur tout ce qui était CFDT, que ce soit à l'occasion du 1^{er} mai, de la tactique à suivre face aux attaques contre la Sécurité sociale, des négociations avec le CNPF et le gouvernement, ou mêmes de luttes comme celles des nettoyeurs du métro et des Turcs de la confection. Ainsi pouvait-on lire, dans un rapport de la CGT sur les structures, cette affirmation catégorique : «La CGT reste la seule organisatin qui fon-

de son action sur des bases de classe». Une condamnation qui se voulait sans appel.

Et voilà que le 4 septembre, lors de son meeting de rentrée à Nantes, Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, frappait du poing sur la table pour dire que cette fois, ça suffisait. En des termes particulièrement durs, qui ont pu surprendre, après une période où globalement, la réponse de la CFDT semblait plus embarrassées face aux accusations cégétistes. Un discours dont les médias ont mis en valeur une ou deux phrases dénonçant «l'alignement complet de la CGT sur la politique d'isolement sec-

taire du parti communiste», ce qui, dit aussi vite, a certainement fait dresser les cheveux sur la tête de bien des militants CGT. En fait, que ce soit à propos des prises de positions de la direction CGT sur l'Afghanistan ou la Pologne, à propos de sa conception des rapports avec la CFDT, ou de sa pratique syndicale actuelle, Edmond Maire ne manque pas d'argument. Cela n'a sans doute pas échappé à Georges Séguy, qui le lendemain, lors d'un meeting tenu à Renault Billancourt, n'a pas répondu sur le fond, se contentant de parler d'un «déluge de calomnies». Et pourtant...



Reprenons un peu les différents thèmes du discours d'Edmond Maire à Nantes, qu'on peut rapidement regrouper en deux volets : la question des rapports CGT-CFDT d'une part, et la pratique syndicale d'autre part.

«Un élément de la stratégie impérialiste» ?

Sur le premier point, Edmond Maire s'appuie sur l'analyse fournie par la CGT elle-même. Il s'interroge : «*Quel est le fond de l'orientation décidée par la CGT le 16 juin ? Un alignement complet sur la politique d'isolement sectaire et de durcissement idéologique du PCF. Les thèmes de la guerre froide reviennent au premier plan. La CGT refuse les thèses du non-alignement. Deux grands blocs s'affrontent dans le monde, les forces de progrès et l'impérialisme. Du côté des forces de progrès, d'émancipation et de paix, on trouve évidemment l'Union Soviétique. Mais, fait nouveau, du côté de l'impérialisme, on trouve la CFDT. Le document de la CGT le disait déjà en termes prudents ; Warcholak, membre du bureau confédéral de la CGT, le confirme très clairement en juillet dans un article publié dans Les Cahiers du Communisme.*». La politique de la CFDT y est accusée d'être : «*un des éléments de la stratégie impérialiste...*».

Les leçons de la Pologne

Cette classification à l'emporte-pièce a de quoi choquer, effectivement. D'autant plus qu'elle sert de paravent aux prises de position que l'on sait, de la part de la direction CGT, à propos de l'Afghanistan ou de la Pologne. L'invasion de l'Afghanistan par les troupes russes a finalement été justifiée de fait par la direction CGT, malgré ses affirmations initiales. En ce qui concerne la Pologne, il a fallu attendre plusieurs numéros de *La Vie Ouvrière*, pour avoir en fin de compte un soutien aux négociations acceptées par Gierek, et non pas un soutien aux luttes des ouvriers polonais. «*Le soutien apporté par Séguy à Gierek au moment même où celui-ci emprisonnait les dissidents et résistait aux revendications des travailleurs polonais sur la liberté syndicale et la liberté d'expression, la prétendue supériorité reconnue par Séguy au régime polonais, ce n'est pas un faux pas*», dit Edmond Maire dans son discours de Nantes.

On voit *La Vie Ouvrière* passer plus de temps à condamner les déclarations de la presse occidentale sur les grèves polonaises, à encenser les réalisations économiques de ce pays, qu'à parler de la situation réelle. On ne trouve là que des déclarations de Gierek qui n'envisagent qu'une modification des syndicats officiels ! Déjà, le 29 août, Georges Séguy déclarait à *Fran-*

ce Inter : «*L'expérience qui a lieu en Pologne ne pose pas des questions de pluralisme syndical, mais d'extension des pouvoirs et des libertés syndicales... Nous n'avons pas connaissance d'ouvriers polonais qui solliciteraient la création d'autres syndicats que ceux qui existent*». Deux jours avant, il avait déjà donné son point de vue : «*Quant à moi, je ne suis pas, par principe, pour le pluralisme syndical*». Et la conclusion globale tirée par G. Séguy sur les événements de Pologne est stupéfiante : il vante la «supériorité» d'un tel régime !

Sur ces questions de fond, qui soulèvent des inquiétudes y compris dans les rangs de la CGT, comme en témoignent des lettres publiées dans *La Vie Ouvrière*, il n'y a donc pas de réponse sinon un soutien au régime polonais, un soutien au camp dit «socialiste», réitéré lors du meeting de Séguy à Billancourt... L'enjeu est pourtant de taille, un débat sur ces questions serait autre chose qu'une «polémique dégradante» pour reprendre l'expression de Séguy...

Dénigrement systématique

En ce qui concerne plus directement les relations CGT-CFDT, le discours de Maire revient sur la façon dont les dirigeants CGT l'envisagent : «*Tous les matins, la CFDT est vilipendée, (...) tous les matins, hélas, la division se creuse un peu plus. Et le sectarisme coule à flots...*». Il faut se souvenir de la façon dont le CCN de la CGT parlait de la grève des nettoyeurs du métro et des Turcs : «*Oui, les nettoyeurs ont peut-être montré la voie, mais le recentrage a montré ses conséquences ! L'accord signé par la CFDT en est l'illustration ; il est bien inférieur à celui obtenu par la CGT pour ce qui est des nettoyeurs de la SNCF et du métro ! L'accord CFDT a tout bonnement évité aux patrons de céder plus sous la pression de la lutte.*» Comment appeler cela, sinon du dénigrement systématique ? Que la direction CFDT ne soit pas exempte de critiques, graves sur certains points, est un

fait. De là à transformer des victoires en défaites, il y a normalement un pas qui ne devrait pas être franchi quand on cherche réellement l'unité syndicale...

Pourquoi cette polémique ?

Comment la direction CFDT explique-t-elle l'acharnement cégétiste contre elle ? Edmond Maire y voit l'influence de la logique du PCF, dans la période : «*Les divergences au sein du mouvement ouvrier français se sont aigües depuis le choix du Parti communiste de l'isolement et du refus d'accéder au pouvoir, estimant sa force insuffisante dans le contexte international de crise et de tension que nous connaissons. La rupture de l'union de la gauche s'est faite en septembre 1977, juste après, dans une rencontre CFDT-CGT, nos deux organisations exprimaient la volonté de ne pas reproduire au plan syndical, la rupture politique. Si cela avait été possible, cela aurait été un fait nouveau de première importance, la CGT aurait été en route pour la conquête de son autonomie. Mais le contrôle du PCF sur les rouages décisifs de la CGT est trop fort. Le rouleau compresseur est passé...*».

Il est vrai que depuis près d'un an, les ouvertures du 40^e Congrès de la CGT sont largement mises à mal, et que de plus en plus, on a assisté à une ten-

tative de la CGT d'occuper tout le terrain, de se poser en seul défenseur de la classe ouvrière. Cette tactique continue, et continuera sans doute encore un bon moment. N'a-t-on pas entendu G. Séguy, à Billancourt, lancer : «*La plupart des succès revendicatifs de cet été ont été arrachés des entreprises où n'existaient pas d'autres organisations que la CGT...*». Devant cette tactique de la CGT, dont l'objectif est assez clair, Edmond Maire parle d'«*activisme tous azimuts*».

On peut bien sûr s'interroger sur l'efficacité de la tactique actuelle de la CGT. Cela dit, Georges Séguy a beau jeu de s'appuyer sur un certain nombre de positions pour le moins contestables d'organisations CFDT, pour justifier sa propre tactique, et n'hésite pas à enfoncer le clou. Une situation qui commence à peser lourd pour la CFDT, du fait même qu'elle prête le flanc à la critique ! Les doutes amplifiés par le martèlement CGT, dans les rangs CFDT, ne sont probablement pas étrangers à la réaction brutale d'Edmond Maire. De même, on peut supposer qu'à l'approche des élections présidentielles, il aura voulu donner un avertissement à la direction CGT, dont il prévoit qu'elle emboîtera le pas au PCF pour cette campagne.

Autant dire que cette polémique, nourrie par les objectifs propres des deux centrales syndicales, risque de durer un bon moment encore.



C'est dans le port de Boulogne que le conflit de la pêche a démarré. Les gros armateurs voulaient supprimer des postes dans les équipages des gros chalutiers. Immédiatement, les 700 hommes du premier port de pêche industrielle de France décrétèrent la grève. Ce n'est qu'après, que les marins de la pêche artisanale se sont joints au mouvement sur la base de leurs revendications propres. Tout au long du mois d'août, les journaux, la télé ont accordé une large place à cette lutte. Souvent pour essayer de la dénigrer. On a vu par exemple, l'utilisation honteuse qui était faite du problème des touristes bloqués dans les ports. En fait, tout cela visait à «préparer l'opinion» aux mesures répressives du pouvoir pour dégrader les ports pétroliers et les stocks de poisson. Les marins-pêcheurs se sont durement battus. Leur combativité s'explique par les difficultés dans lesquelles la grande majorité d'entre eux se débattent. Nous sommes allés à Boulogne pour enquêter sur la complexe et difficile situation des pêcheurs.

Témoignage d'un marin-pêcheur sur les conditions de travail à bord des chalutiers de pêche industrielle (publié par la CFDT)

LES SIX HEURES CONSECUTIVES DE REPOS

Un bateau qui ramène 80 tonnes de poisson, cas de la mer de dernière, il faut que les matelots travaillent 140 heures : c'est beaucoup trop. Qu'on rentre avec des 180 tonnes, on ne dort plus ! Donc, il y a quelque chose à améliorer de ce côté-là. C'est possible de le faire. La nuit, on ne pêche pas autant de poisson que le jour. Certains bateaux, la nuit, vident un trait de quatre heures, ne travaillent pas ce poisson mais vont se coucher aussitôt. Ce qui fait qu'ils dorment huit heures un deux fois. Tous les bateaux ne le font pas. La condition pour le faire, serait d'embarquer un homme supplémentaire, ce qui permettrait de faire le travail par bordées. En effet, actuellement nous travaillons à quinze hommes sur le pont. Un homme de plus et nous serions seize. A mon avis, nous pourrions assurer le travail à douze. D'où, à tour de rôle, quatre hommes pourraient se reposer pendant six heures consécutives.

Les marins - pêcheurs en lutte pour leur survie

Reportage de Gérard PRIVAT

La crise de la pêche française

Il reste environ 23 000 marins-pêcheurs en France. Le 8^e plan prévoit d'en supprimer entre 6 et 8 000. La profession diminue chaque année. Elle a connu une évolution importante bien que certaines méthodes de travail dans la pêche artisanale restent archaïques.

D'un côté, la pêche industrielle avec ses gros bateaux de 40 ou 50 mètres propulsés par des machines de 1 600 à 2 000 chevaux. De l'autre, la masse de la pêche artisanale avec ses petits chalutiers ou l'équipage ne dépasse pas les 8 hommes. Entre les deux, un secteur dit de «pêche semi-industrielle».

Les grands chalutiers partent pour des marées de 10 ou 12 jours et vont pêcher au large de l'Ecosse, de l'Islande ou des îles Féroé. Ils travaillent surtout pour le conditionnement (conserves, saurissage-salage, surgélation). La pêche artisanale travaille essentiellement pour la pêche fraîche et ne part en général qu'une journée ou deux.

Les problèmes de la pêche touchent l'ensemble des marins-pêcheurs, mais de manière fort différente suivant leur statut. En tout cas, tous sont frappés par la crise de la pêche.

Modernisation considérable des techniques de pêche

Tout le monde a entendu parler de ces navires-usines utilisés par les Japonais, les Polonais et surtout les Soviétiques. Entourés d'une flotille de chalutiers, ils ne bougent pas de place, ratisant, nettoyant sans vergogne les fonds marins. La production et les équipages de relève sont amenés

par de gros cargots qui assurent les liaisons avec les ports.

Plus généralement, les techniques de pêche se sont considérablement modernisées ces dernières années. Les sonars repèrent maintenant les bancs de poissons à 5 km; les chaluts ont été très améliorés; le chalutage «par l'arrière» — bien plus efficace que sur le côté — s'est beaucoup développé...

De cette situation, deux conséquences découlent directement: 1^o Le poisson se raréfie. Il faut aller le chercher plus loin et les captures sont moins nombreuses. Ainsi, les grands chalutiers qui naguère mettaient facilement à terre 150 à 200 tonnes de poisson par marée, ne dépassent pas aujourd'hui les 100 tonnes. De plus, il faut deux ou trois jours complètement improductifs mais cependant coûteux en carburant pour se rendre sur les lieux de pêche.

2^o Les nouvelles techniques entraînent une augmentation continue des frais de production.

Par ailleurs, l'un des gros problèmes est le prix du carburant. Un membre du CCPM (Comité Central des Pêches Maritimes) disait l'autre jour: «1^o le prix du carburant, 2^o le prix du carburant, 3^o le prix du carburant».

Dans les frais totaux des bateaux, le carburant a en effet pris une place de plus en plus grande. Il représentait déjà environ 12 % en 1977, il tourne aujourd'hui autour de 25 %; un tout petit peu moins pour la pêche artisanale. L'augmentation du prix du gazole conjuguée avec la diminution de l'aide du gouvernement expliquent cette situation. Le problème du prix du carburant touche toute la profession d'une manière ou d'une autre. C'est pourquoi, la revendication d'une aide de l'Etat dans ce domaine s'est retrouvée mise en avant tout au long du conflit.

Des décisions communautaires discriminatoires

Sans emboîter le pas à ceux qui font retomber toutes les difficultés des pêcheurs sur le marché commun, il faut cependant constater que les décisions prises à Bruxelles en matière de pêche pénalisent assez fortement les pêcheurs français. Ainsi en est-il du problème des quotas ou les contingents fixés pour les français sont plus limités que pour les autres pays de la communauté. C'est le cas pour le hareng par exemple. Ainsi en est-il également des prix de retrait (1) fixés plus bas pour les espèces plus pêchées par les Français que par les Anglais ou les Allemands.

De même également avec le maillage des filets (2) que les pêcheurs britanniques ne respectent quasiment pas sans être inquiétés. Il est évident dans ces conditions qu'un déséquilibre s'est installé et que la concurrence joue. Les importations se sont faites plus nombreuses alors que les prises des chalutiers français couvrent à peine la moitié de la consommation de la population.

Il faut ajouter à cela que les

pays nordiques, tout en ne faisant pas partie de la communauté bénéficient de certains avantages et peuvent ainsi vendre en France le produit de leurs pêches sans droit de douane, aux mêmes prix que les pays de la CEE.

Les gros armateurs cherchent à se redéployer

Côté recettes, les cours n'ont pas beaucoup évolué. Et le scandale permanent des circuits de distribution continue. La maquereau payé entre 1 F et 3,50 F (suivant les arrivages) se retrouve facilement entre 7 et 9 F sur l'étal du poissonnier. Les mareyeurs, transporteurs, grossistes, détaillants se graissent largement au passage.

Les conséquences ne frappent évidemment pas tout le monde de la même manière. Les petits artisans qui ont acheté leur bateau sont bien sûr les plus touchés. Survienne une avarie, une mauvaise marée ou un coup de vent trop fort qui empêche les petits bateaux de sortir et les difficultés redoublent.

Pour surmonter cette situation, les gros armateurs ont déjà commencé à opérer une certaine reconversion avec la pêche tropicale du thon. Ce type de pêche plus rentable s'est développé depuis deux ans. D'énormes thoniers de 70 mètres et 3 500 chevaux sont armés par des groupes français et basés dans des pays africains, notamment en Côte d'Ivoire où ils pêchent pour des conserveries qui vendent à d'autres pays étrangers.

On prête par ailleurs l'intention à certains armateurs boulognais de la pêche industrielle d'installer des chalutiers de manière permanente dans les zones de pêche et de les y faire travailler en permanence en transportant les équipages de relève par avion. Le produit des pêches serait vendu à l'étranger, notamment en Ecosse.

Ainsi la pêche française est en difficulté. La crise traverse aussi cette corporation. De manière bien différente évidemment que dans des branches d'activité comme la sidérurgie ou l'automobile. Cependant, un point commun: les plus petits dérouillent plus et plus vite. Quant à l'industrielle, les mécanismes du capitalisme s'y exercent pleinement: réduction d'effectifs, baisse des salaires, accroissement de la charge de travail, chômage...

1) Le prix de retrait est le taux auquel est payé le poisson inventuré (retiré de la vente) qui est transformé en farine pour l'alimentation du bétail.

2) La largeur des mailles des filets est importante: plus elle est large, plus les petits poissons peuvent passer au travers des chaluts. C'est un facteur important pour le repeuplement des mers. Les cotes fixées de ce point de vue à Bruxelles ne sont guère respectées. Le problème est que les contrôles sont très fréquents pour les bateaux français, alors que par exemple, les britanniques sont très coulants pour leurs pêcheurs.

C'est à Boulogne que tout a commencé

«Si la pêche est touchée aussi, c'est la fin de Boulogne!» Casquette de marine, vareuse; le regard délavé, le visage buriné par les années de grand large, le vieux pêcheur contemple d'un air désabusé le déchargement du poisson.

Des caisses, des paniers ruisselants, pleins à déborder, que l'on verse sur une sorte de table à grands rebords pour le triage. Les étalpis (1) ont repris la mer depuis la veille; et, ce matin-là, le long des quais, ils sont une bonne vingtaine de bateaux, qui crachent le poisson par dizaines de paniers et de caisses. Du maquereau surtout; mais aussi de la dorade, de la raie ou des roussettes. Les camions-frigos sont déjà là. Juste le temps de mettre une pellette de glace dans chaque caisse et hop... dans le camion.

Le spectacle habituellement quotidien a attiré ce jour-là de nombreux boulognais. Plus tard dans la matinée, fraîchement débarqués des car-ferries, des grappes de touristes anglais bardés d'appareils-photos viendront grossir le flot des curieux.

La grève est finie mais elle est là, toute proche encore; sur ce morceau de tissu tendu entre deux filins où le nom du ministre Le Theule est accompagné de promesses vengeresses; dans ces discussions où le patois rocailleux ne permet pas toujours de bien suivre, les mêmes mots reviennent: ils n'ont pas obtenu satisfaction, c'est vrai. Mais pouvaient-ils aller plus loin? Ils se sont bagarrés durement pendant plusieurs semaines pour essayer de desserrer un peu l'étai qui les étouffe lentement; augmentation continue des frais de production dans lesquels le carburant prend une place toujours plus grande; stagnation des cours à la vente; raréfaction du poisson et règles draconiennes pour les captures.

Plus loin, dans un grand bassin, ils sont là, sagement rangés le long du quai. Le «Cap Banc Nez», le «Valois», le «Nicolas Copernic», le «Mousse», ruban bleu (2) de la pêche boulognaise en 1978, avec ses 5 696 tonnes mises à terre en 230 jours de pêche. Ce sont les grosses masses des chalutiers de l'industrielle avec leurs 50 mètres ou plus et leurs machines qui dépassent souvent les 2 000 che-

vaux. Ils représentent l'autre grosse partie de la pêche à Boulogne, et vont fort loin vers le Nord, jusqu'au large des côtes norvégiennes, pêcher surtout pour les activités de transformation. La pêche restait donc une activité relativement stable où l'emploi ne semblait pas trop menacé. Les armateurs ont décidé qu'ils en irait dorénavant autrement.

Boulogne, premier port de pêche français

La pêche à Boulogne, c'est l'activité centrale. Les promesses d'industrialisation n'ont évidemment pas été tenues. Les APO (aciéries de Paris et d'Outremer) ont connu de graves difficultés. Il y a eu de nombreux licenciements qu'une mobilisation difficile n'a pu empêcher.

Dans la capitale française du chômage, la pêche restait jusqu'à présent relativement épargnée. Avec ses 1 300 marins-pêcheurs et plusieurs milliers de personnes dans les activités annexes de transformation (surgélation, conserves, salage, saurissage...), Boulogne reste d'ailleurs le premier port de pêche français, même s'il y a eu incontestablement une diminution du nombre total des marins-pêcheurs. Certains ont, à ce propos avancé le chiffre de 1 300 emplois en moins depuis 1957.

Avec leur flotille de 80 petits chalutiers de toutes tailles, les étalpis mettent à terre plus de la moitié du volume total des pêches de Boulogne. Travaillant essentiellement pour la pêche fraîche, ils ramènent chaque jour le poisson qui est expédié à Rungis ou ailleurs.

En même temps qu'ils se battent pour des conditions d'existence meilleures, les marins-pêcheurs tirent une sorte de fierté de leur métier. Un boulot extrêmement dur, où ne tiennent que les plus résistants. Ce n'est pas rien d'être marin. Au-delà de la diversité des situations, cette sorte d'*«esprit de corps»* se retrouve aussi chez les artisans. La satisfaction d'une bonne marée, les coudees qui se serrent quand il arrive un malheur, tout cela fait partie du métier. Les adultes ne laisseront pas leurs enfants «mettre les bottes» (4) pour ce travail de forçat. N'empêche! Eux-mêmes enragent lorsqu'ils sont débarqués trop souvent.

En général, ils n'ont guère l'occasion de s'ouvrir sur autre chose que les problèmes qui touchent leur boulot. Pourquoi? Simplement du fait de leur isolement, du type de travail qu'ils font, du type de rapport qu'ils entretiennent entre eux. Et puis le temps, la fatigue... Quand il rentre complètement vidé de sa marée de 12 jours, le marin commence d'abord par dormir des heures d'affilées; puis il s'occupe un peu de la famille, des gosses; et les 66 heures passent vite.

Un très dur métier

Dur métier que celui de marin-pêcheur. Les équipages de l'industrielle embarquent pour 12 jours. Soixante-six heures de repos entre deux marées et embarquement à nouveau pour 12 jours. Un roulement s'opère cependant puisque deux hommes restent à terre; pour les congés, les maladies et surtout les accidents dont la fréquence est très élevée.

A bord, les hommes ne dorment jamais plus de deux ou trois heures consécutives. Il s'agit de pêcher jour et nuit, le maximum de poisson. Quinze à seize heures par jour d'un travail harassant et dangereux, par tous les temps. «Nos 5 ou 6 000 francs par mois, on ne les vote pas», disait fort justement un marin gréviste. Encore faut-il ajouter que lorsqu'ils sont débarqués (3), ils perçoivent une indemnité qui ne dépasse pas actuellement les 1 200 francs par marée.

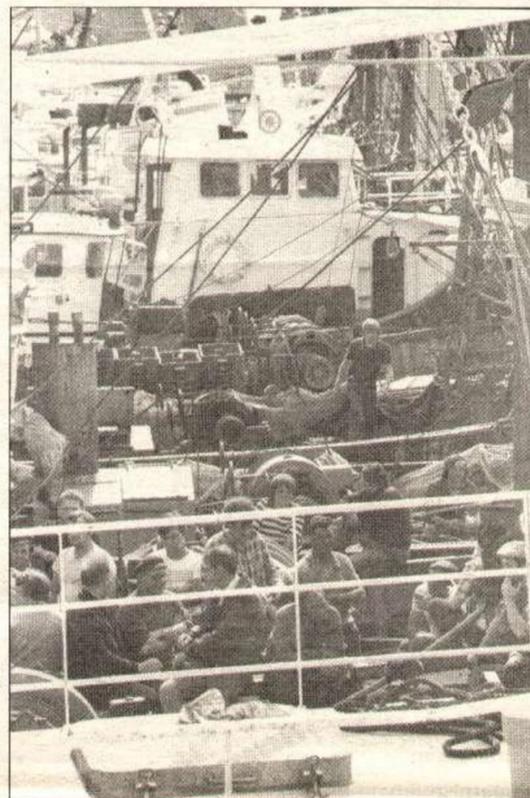
En même temps qu'ils se battent pour des conditions d'existence meilleures, les marins-pêcheurs tirent une sorte de fierté de leur métier. Un boulot extrêmement dur, où ne tiennent que les plus résistants. Ce n'est pas rien d'être marin. Au-delà de la diversité des situations, cette sorte d'*«esprit de corps»* se retrouve aussi chez les artisans. La satisfaction d'une bonne marée, les coudees qui se serrent quand il arrive un malheur, tout cela fait partie du métier. Les adultes ne laisseront pas leurs enfants «mettre les bottes» (4) pour ce travail de forçat. N'empêche! Eux-mêmes enragent lorsqu'ils sont débarqués trop souvent.

On imagine, dans un tel système, ce qu'il peut y avoir d'ambiguïté dans les rapports entre les pêcheurs et leurs employeurs et même entre les marins-pêcheurs eux-mêmes. Dans l'absolu, tout le monde, armateur, patron, matelots ont intérêt à ce que la pêche marche bien, à ce que les cours soient le plus élevés possible, que les prises soient les plus nombreuses possible. Une avarie de machine qui oblige un petit chalutier à rentrer, c'est zéro franc de bénéfice pour l'armateur; c'est aussi zéro franc de salaire pour les marins.

Cependant, au fur et mesure que la pêche s'est modernisée, restructurée, les rapports changent. Avec l'apparition de la pêche industrielle surtout, ils se sont progressivement modifiés. L'esprit de famille qui peut exister encore sur le petit bateau où le patron est en même temps propriétaire et que l'équipage ne dépasse pas cinq ou six unités a pratiquement

Les vieilles normes se modifient lentement

Le système des rémunérations est tout à fait révélateur du type de rapport particulier entretenu entre les différentes catégories des agents de mer.



Le blocage du port de Boulogne par les marins-pêcheurs.

Dans la pêche artisanale, c'est toujours le vieux système de la paie «à la part» qui est en vigueur. Une fois la marée vendue à la halle à la criée, le partage est fait: 60 % pour l'armement propriétaire du bateau (5) et 40 % pour l'équipage. Les 40 % de l'équipage sont répartis en parts avec une différenciation suivant la fonction. Le patron (commandant de bord) (6) par exemple aura deux parts; le mécanicien ou le radio, une part et demie; les hommes de pont, une part et la mousse, une demi-part.

Dans l'industrielle, le système a évolué un peu, bien que restant encore sur les mêmes bases: une partie du salaire est fixe, l'autre partie est calculée non en parts mais en pourcentage.

On imagine, dans un tel système, ce qu'il peut y avoir d'ambiguïté dans les rapports entre les pêcheurs et leurs employeurs et même entre les marins-pêcheurs eux-mêmes. Dans l'absolu, tout le monde, armateur, patron, matelots ont intérêt à ce que la pêche marche bien, à ce que les cours soient le plus élevés possible, que les prises soient les plus nombreuses possible. Une avarie de machine qui oblige un petit chalutier à rentrer, c'est zéro franc de bénéfice pour l'armateur; c'est aussi zéro franc de salaire pour les marins.

Cependant, au fur et mesure que la pêche s'est modernisée, restructurée, les rapports changent. Avec l'apparition de la pêche industrielle surtout, ils se sont progressivement modifiés. L'esprit de famille qui peut exister encore sur le petit bateau où le patron est en même temps propriétaire et que l'équipage ne dépasse pas cinq ou six unités a pratiquement

Cette mesure était prise en pleine violation de la convention collective qui indique très clairement que l'équipage embarqué est de 22 hommes. C'est pour cette raison que les marins se sont d'emblée considérés non en grève mais lock-outés par les armateurs qui voulaient les faire appareiller avec des équipages incomplets.

Les mareyeurs, considérant peu rentable de racheter que le poisson des artisans, ont cessé tout achat. C'est ce qui a lancé les étalpis dans la bagarre avec leurs revendications propres, notamment sur la question du prix du carburant. Ce fut ensuite une traînée de poudre; la grève s'étendant à tous les ports français. Plusieurs semaines d'une lutte dure où le pouvoir n'a pas hésité à faire intervenir des bâtiments de la Royale (7) contre les pêcheurs à Fos et à Antifer, causant de graves dégâts sur les chalutiers des artisans.

Ici à Boulogne, la lutte a été dure aussi. Pendant que les étalpis bloquaient l'entrée du port, les marins de l'industrielle qui ne pouvaient sortir leurs mastodontes ont mis en place des barrières très efficaces autour des quartiers de l'interprofession (conserveries, conditionnement...) et empêché ainsi plusieurs jours le départ de 40 énormes camions-frigos. Ce n'est que pour éviter les provocations des mareyeurs et des transporteurs qui avaient complètement bloqué Boulogne, que les marins — à la demande des syndicats — ont levé les barrières. Les artisans ont tous repris la mer. Le pouvoir n'a rien cédé sur leurs revendications. Les vagues promesses faites dans les réunions dites de «conciliation» ne seront sans doute pas tenues.

Après sept semaines de lutte, ceux qui ont enclenché tout le conflit de la pêche de l'été 1980 ont repoussé les propositions qui leur étaient faites dans la mesure où elles prévoyaient, de toute façon, une diminution à terme de l'effectif embarqué. Le 5 septembre par un vote à bulletins secrets, ils se prononcèrent pour la poursuite de l'action.

1) Les étalpis sont les pêcheurs de l'artisanat. Ils sont ainsi nommés car ils sont souvent originaires d'Étaples, un petit port proche de Boulogne.

2) Chaque année, la distinction du ruban bleu récompense le chalutier et son équipage qui ont ramené le plus de poisson au cours de l'année.

3) On dit d'un marin qu'il est débarqué lorsqu'il ne prend pas place dans l'équipage qui appareille pour une marée. Il est alors le plus souvent «mis en rotation» avec une indemnité peu élevée.

4) «Mettre les bottes»: expression employée dans le boulognais pour indiquer qu'on devient pêcheur.

5) Dans certains ports, le partage est de 50 % pour chacun.

L'armement, c'est le propriétaire du bateau; pêcheurs individuels, pêcheurs associés, sociétés...

6) Le patron n'est pas forcément le propriétaire du bateau. Ce terme signifie commandant de bord. Cependant, des patrons sont parfois en même temps propriétaires du bateau. Le rôle du patron est très important. C'est lui qui décide des lieux de pêche; il doit trouver les bancs de poisson, décider des routes à suivre...

Par ailleurs, l'exemple pris pour la répartition des parts est indicatif. Il donne simplement une idée du système des rémunérations en vigueur dans la pêche artisanale.

7) C'est la marine de guerre que l'on appelle — on ne sait trop pour quelles raisons — la Royale.

Depuis le 1^{er} août, l'entreprise Dufour de Montreuil (Seine Saint-Denis), est occupée. En effet, cette usine qui fabrique des fraiseuses a été mise en liquidation courant juillet, et l'administration licenciant les 710 travailleurs de l'entreprise (dont 480 ouvriers ; parmi eux une forte proportion de travailleurs immigrés, 340).

Après avoir débrayé plusieurs fois en juin et juillet pour obtenir le paiement de leurs salaires et des congés payés, les travailleurs de l'usine décidaient l'occupation pendant le mois d'août.

Si la plus grande partie du personnel prenait ses congés durant le mois d'août, un certain nombre d'initiatives avait néanmoins lieu au cours de ce mois.

Les conditions de la lutte sont difficiles. En effet, le gouvernement qui a coupé les crédits à Dufour et est responsable de sa liquidation, n'est pas prêt à remettre en cause sa politique d'encaissement du crédit sans un important rapport de force ; les luttes contre les fermetures sont les plus difficiles à mener : les travailleurs n'ont pas de patron en face d'eux ou alors ils ont le gouvernement et il faut beaucoup pour le faire plier.

Aussi les problèmes d'unité du personnel et en particulier d'unité syndicale CGT - CFDT sont cruciaux. D'autant plus, que dans un département où domine la CGT et le PCF, le syndicat majoritaire

Dufour : 710 licenciés occupent depuis le premier août

dans le collège ouvrier chez Dufour est la CFDT (65% des voix).

Si dans un premier temps, les deux sections syndicales se sont unies sur une plateforme : refusant tout licenciement, tout démantèlement et des garanties financières en cas de reprise, courant août les rapports se sont tendus, et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord pour le PCF de la Seine Saint-Denis et en particulier pour la municipalité de Montreuil, la liquidation de la deuxième entreprise de la ville, après celles de LCC, SCO, Dentzer, Grandin, accentue la désindustrialisation du département. Cela fait partir les ouvriers et ce sont des ressources en moins pour les finances municipales.

C'est aussi une atteinte au secteur de la machine-outil et on connaît l'attachement du PCF pour ce secteur clé ; la dépendance en machine-outils de RFA ou du Japon ne peut être qu'un handicap pour ce parti, vues ses alliances internationales en cas d'accession au pouvoir.

Enfin par le nombre de licenciements, Dufour est une des luttes importantes d'Île de France, voire du pays entier.

Aussi, il est important pour le PCF, de montrer à l'occasion de cette lutte qu'il est la seule force conséquente qui prend en charge la défense des travailleurs. Le montrer, en multipliant interventions de députés, des municipalités,

tracts des cellules tout en disant que les autres ne font rien peut être un moyen pour ce parti surtout en direction des gens qui ne sont pas au courant de ce qui se passe effectivement sur place, de rogner des voix au PS et de porter un coup d'arrêt à la baisse du nombre de voix obtenus constatée sur le département à l'occasion des législatives.

A l'opposé, de la ligne d'union dans les luttes développée un temps, et qui pouvait laisser entrevoir à certains un rapport différent du PCF à tous ceux qui se battent contre la crise, à Dufour, s'est en fin de compte manifesté un comportement sectaire. Cela a eu pour résultat d'accroître la contradiction plutôt que de les résoudre avec ceux qui veulent se battre et qui ne manque pas à Montreuil ou dans le 93, que ce soit à la CFDT, dans l'extrême gauche, dans le PS et dans diverses associations.

S'appuyant sur la juste volonté de lutte contre la crise, de la plupart des militants du PCF, en particulier dans la CGT, il a été décidé de mener une forte campagne sur Dufour, en mettant à contribution la municipalité et les militants présents dans la CGT.

La présence à la tête de la lutte d'une section CFDT majoritaire, parce que combative, entraîne en contradiction avec le discours tenu sur le recentrage de cette centrale et avec celui asséné

régulièrement aux militants qu'il n'y a que le PCF et la CGT pour vouloir lutter.

Aussi dès le 24 juillet, à la pratique unitaire et assez ouverte visant au rassemblement de toutes les forces développées par le 40^e Congrès de la CGT a été substituée une autre pratique, dont les effets visaient avant tout à minorer, déformer ce que faisait cette section syndicale CFDT, avec le résultat d'accroître les tensions à l'intérieur de l'entreprise.

Dès le 24 juillet, cette ligne dans la CGT aboutissait à la convocation d'un meeting uniquement CGT où le responsable CFDT ne pouvait parler. Ceci étant justifié ensuite en disant dans un tract daté de juillet «*en aucun cas la CGT n'acceptera de laisser se créer l'illusion que la CFDT lutte dans le département alors que c'est le contraire*».

Divers ragots étaient colportés dans les autres usines du département, disant que la CFDT n'avait pas voulu l'occupation, alors que c'était elle qui l'avait proposée... etc. Si bien que beaucoup de militants PCF en venaient à dire de bonne foi «*même si on n'est pas majoritaire, mieux vaut intervenir de l'extérieur, si on peut sauver la lutte*».

Un sommet était atteint le 10 août, lors de la venue de Georges Seguy à la porte de l'entreprise, où tout avait été fait pour que les spectateurs mobilisés à l'appel de

la seule CGT aient l'impression qu'il n'y avait que la CGT à être présente sur le terrain, recollage systématique des macarons et affiches CFDT etc. La section CFDT était attaquée à l'occasion de ce meeting, non sans quelques protestations pendant ce rassemblement, auquel assistaient surtout des cadres syndicaux et des communaux dont les mairies avaient fermé une heure plus tôt en soutien, pour l'occasion.

Heureusement, avec le retour de la majorité des ouvriers de Dufour, cette manière négative de concevoir l'unité syndicale n'a pu être maintenue. Samedi 6 septembre, une journée portes ouvertes était organisée à Montreuil, à l'appel de la CGT - CFDT et de la CGC, journée qui fut un succès par les centaines voire les milliers de personnes, militants tant CGT que CFDT, habitants de Montreuil venus discuter avec les travailleurs de Dufour et visiter l'usine en leur compagnie.

C'est à l'occasion de cette journée portes ouvertes que nous avons pu recueillir le point de vue (que nous aurions aimé voir plus développé) de P. Prigent secrétaire de la section CGT et J.C. Francesci de la section CFDT sur ce conflit.

On ne peut qu'espérer que l'unité puisse se maintenir à Dufour pour faire reculer le gouvernement et maintenir l'emploi des 710 travailleurs.

Interview de Jean-Claude Francesci, secrétaire du CE Dufour et responsable de la section CFDT

▷ Pour vous, qui sont les principaux responsables de cette fermeture ?

En refusant les 8 millions, les pouvoirs publics savaient ce qu'ils faisaient, d'ailleurs, ça va continuer pour d'autres usines, peut-être pas de façon aussi spectaculaire qu'à Dufour où 710 personnes sont licenciées en même temps. La faute principale ce sont les pouvoirs publics, il n'y a pas de doute. Ce qui ne doit pas empêcher d'éluder la responsabilité de Dufour, qui s'est surtout soucie de lancer un produit sans tenir compte des possibilités financières...

▷ Est-ce que les mauvaises conditions de travail, chez Dufour, ne pèsent pas sur la mobilisation des ouvriers pouvant se dire que cela n'est peut-être pas très

intéressant de travailler comme avant ?

C'est vrai, mais nous on dit, (on est les seuls pour l'instant) : il faut un plan social complet pour la reprise. Il faut des rapports différents avec les ouvriers. D'ailleurs, on a obtenu que Dufour soit écarté de toutes les transactions, on ne veut pas qu'il revienne et on ne l'a pas caché, on l'a fait savoir aux syndicats et aux éventuels acquéreurs.

On se bat pour que l'usine soit reprise avec un plan financier qui se tienne et un plan social. On est tous unis, contre tout démantèlement de l'usine, contre tout licenciement. On ne négociera pas de reprise tant qu'on aura pas un plan valable. Si on nous propose une reprise échelonnée du personnel, je pense que nous n'accepterons pas.

▷ Quels sont à ton avis les atouts en votre possession et les difficultés pour la poursuite de la lutte ?

La principale difficulté vient du fait qu'on est dans la position d'attente d'un preneur ; les pouvoirs publics ont dit qu'ils n'interviendraient pas tant qu'il n'y aura pas de preneur.

On a d'ailleurs une divergence avec la CGT là-dessus, celle-ci disant : personne ne rentre dans l'usine pour étudier des possibilités de reprise tant que le gouvernement ne s'engage pas d'abord.

Nous on pense que c'est faire traîner les choses. Si un industriel veut reprendre l'usine, on lui permettra de rentrer, d'étudier les documents comptables, de faire un inventaire... mais sous contrôle syndical. Aucun document ne sortira de l'usine, et si on voit qu'il vient juste pour prendre des renseignements techniques, on lui dira non.

Notre principal atout, c'est l'usine, ses produits qui sont compétitifs et surtout le savoir-faire des ouvriers de Dufour. Si quelqu'un veut reprendre l'usine sans les ouvriers de Dufour et en embaucher d'autres, cela ne marchera pas. Sans les hommes, ces machines, c'est de la ferraille.

Ensuite on a une bonne plateforme, tout le monde est uni et celui qui voudrait revenir dessus, il serait taxé de trahison.

▷ Y a-t-il des problèmes de mobilisation et comment fonctionne la grève ?

L'occupation cristallise l'unité des travailleurs, et c'est une bonne chose. Tous ne viennent

pas tout le temps, mais tout le monde passe. Si on n'occupait pas, il n'y aurait plus de rapport de force.

C'est l'intersyndicale qui dirige la grève. À 9 heures, tous les matins, on fait le point en Assemblée Générale, jusqu'ici il y avait à peu près 300 ouvriers.

Dès qu'on aura des propositions de reprise, la mobilisation sera encore plus grande.

On a la sympathie de l'opinion publique et on a besoin que ce courant se développe, qu'on sache ce qui se passe à Dufour.

▷ Quelles sont les conséquences de la polémique Ségu - Maire dans l'entreprise ; où en sont les rapports intersyndicaux, d'autant que lors du meeting du 20 août avec G. Ségu, la section CFDT a été ouvertement attaquée ?

La polémique nationale n'a aucun écho dans l'usine, les travailleurs s'en fichent, quelques uns la regrettent. Pour le 20 août, la plupart n'étaient pas là. Néanmoins, après ce meeting, il y a eu une très forte dégradation des rapports syndicaux dans l'usine, c'était je te colle un macaron, tu me recolles, je te recolle... Ensuite, on est passé aux insultes, le débat ne portait même pas sur les orientations, et c'était dangereux pour l'avenir de la lutte.

Quand je suis revenu de vacances, on a fait une réunion, on s'est expliqué et puis cela s'est raccommodé ; ensuite il y a eu l'élément nouveau de la CGC qui s'est plus investie dans la lutte.

La première semaine de septembre a permis de faire un grand pas dans l'unité du personnel, d'ailleurs cette journée portes-ouvertes est aussi très bonne dans ce sens. Elle a été appelée par l'intersyndicale, alors qu'au départ ce n'était pas

évident. Cela faisait partie des propositions CFDT de l'été.

Les divergences s'accroîtront peut-être quand divers plans industriels apparaîtront.

▷ Quels sont vos rapports avec la municipalité ?

Maintenant on la sent un peu moins, sans doute parce que Dufriche, le maire de Montreuil, s'est fait débouter par le tribunal de Commerce. La mairie voulait être partie prenante des procédures de reprise et avait porté plainte au tribunal de Commerce pour être reconnue comme étant lésée par la liquidation.

Dans le courant de l'été, à certains moments, ils se substituaient carrément aux travailleurs de l'usine. Ainsi, en juillet des cadres et l'Agence GAMMA étaient venus étudier des documents sur place — on avait dit d'accord, mais aucun document ne doit sortir — l'adjoint au maire est venu et s'est permis de les faire sortir... sans doute maintenant se sont-ils rendus compte qu'il fallait que ce soit les travailleurs qui dirigent leur lutte.

En juillet - août, l'ensemble du personnel n'était pas là, maintenant, presque tout le monde est rentré et ce n'est plus pareil.

▷ Que prévoyez-vous pour septembre ?

1) On multiplie les démarches pour que des preneurs se présentent.

2) Vendredi, la CFDT organise une rencontre des délégations de toutes les boîtes de la machine qui ont des problèmes.

3) On envisage de faire des délégations auprès des quatre grands partis politiques pour les mettre au pied du mur. On attend que notre lutte soit connue, qu'on vienne nous voir à l'usine et avoir un minimum de soutien financier pour assurer la propagande de notre lutte.

Interview de P. Prigent, responsable de la CGT.

▷ Pourquoi Dufour est-il liquidé ?

Dufour est accusé d'avoir trop innové ; en fait pour nous il n'innove pas assez. En fait ce nouveau produit fabriqué par Dufour la T 7 000 était en concurrence avec un certain nombre d'autres groupes. Verniez, concurrent de Dufour est sur les rangs pour la reprise avec Rotschild.

▷ Comment se pose le problème de l'unité syndicale

▷ CGT - CFDT, sur la polémique Ségu - Maire ?

CGT - CFDT - CGC, il faut compter sur toutes les forces, le personnel va peser pour que l'unité se maintienne, car la volonté de lutter est forte.

▷ Quelles sont les perspectives de la lutte ?

Il faut que les pouvoirs publics reculent, on va pousser les démarches au ministère de l'Industrie.

Le Quotidien du Peuple

Contraint, du fait des conditions financières imposées par le pouvoir à la presse, de suspendre sa parution le 10 avril 1980, le *Quotidien du Peuple* ne reparaitra pas le 15 septembre, comme il avait été initialement prévu.

Le PCR ml tient à déclarer que cette non-parution ne saurait signifier son renoncement à l'existence d'une presse communiste quotidienne. Bien au contraire, le PCR ml entend œuvrer dès maintenant à ce que soient réunies les conditions aujourd'hui nécessaires à la repartition

d'un tel quotidien :

— par une large réflexion sur le journal quotidien dont ont besoin les forces anti-capitalistes qui ne se reconnaissent pas dans les directions des grands partis.

— par une recherche des moyens indispensables.

Le PCR ml publie l'hebdomadaire : *Pour le Socialisme* dont le numéro de rentrée paraîtra le 10 septembre.

Fait à Paris le 8 septembre 1980

Libération de Colette Meynard !

Depuis le 9 juillet, Colette Meynard, militante syndicale et institutrice en SES à Pierrefitte, est incarcérée à la prison de Fleury-Mérogis.

La Cour de Sécurité de l'Etat l'a condamnée à cinq ans de prison, dont 30 mois fermes.

Il s'agit là d'un verdict inique, qui marque un nouveau pas dans les atteintes aux libertés.

Colette Meynard a en effet été lourdement condamnée pour «*entente dans le but de commettre des crimes contre les biens et les personnes en liaison avec une entreprise tendant ou consistant à porter atteinte au territoire national*».

Alors que le seul fait avancé pour étayer cette accusation est qu'elle a effectué en mars 1978, un voyage au Liban au même moment que deux militants corses, dont l'un se réclame du FNLC, et a été ultérieurement inculpé dans une affaire d'attentat. L'accusation qui n'a pu être avancée aucune preuve qui n'ait été aisément démontée par les défenseurs de Colette Meynard.

Ce n'est que sur la base de simples suspicions en prenant prétexte des opinions politiques de Colette Meynard, que la Cour de Sécurité de l'Etat a prononcé ce verdict inique.

Il s'agit bien d'une condamnation pour délit d'opinion, qui pour la première fois touche une continentale non-impliquée dans des attentats, et n'appartenant pas à une organisation corse.

Le pouvoir tente ainsi d'intimider tous ceux qui refusent la répression qui s'abat sur les militants corses. Il n'hésite plus à faire condamner sur la base de suspicions, pour délit d'opinion.

Le PCR ml dénonce ce verdict inique. Il apporte sa soutien à Colette Meynard et exige sa mise en liberté, et sa réintégration immédiate dans l'Education Nationale.

Le PCR ml dénonce aussi la répression qui s'abat sur les militants corses, et exige la dissolution de la Cour de Sécurité de l'Etat, juridiction d'exception au service du pouvoir.

Les mauvais coups de Saunier - Séité

Cela est devenu une habitude : la période des vacances est un moment largement mis à profit par le pouvoir pour commettre ses mauvais coups. Cette année l'université n'a pas été épargnée : en plein mois de juillet, Mme Saunier-Séité, ministre des Universités, annonce la suppression d'un grand nombre d'enseignements supérieurs des deuxième et troisième cycles. Cela dans le cadre de l'examen des demandes d'habilitation des enseignants, demandes que les universités doivent formuler chaque année et qui sont soumises au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER).

Cette année, Mme Saunier-Séité a décidé de frapper fort et de ne pas s'encombrer d'une concertation jugée superflue. Passant outre aux points de vue du CNESER et des présidents d'université, elle décide la suppression de près de 15% des enseignements du second cycle (licences et maîtrises) et de 20% du troisième cycle (DEA - diplômes d'études approfondies ; DESS - diplômes d'études supérieures spécialisées ; doctorats).

Tous les enseignements sont touchés par ces mesures de suppression des habilitations, à l'exception des mathématiques. Les réductions les plus importantes concernent les sciences humaines, les langues, excepté l'anglais, les sciences naturelles.

Les mesures annoncées par Saunier-Séité constituent en fait une réorganisation importante de l'université. L'objectif avoué est de doter la France d'une université «*de haut niveau*», capable de «*rivaliser avec les universités étrangères*». Or de ce point de vue, si l'on en croit Mme Saunier-Séité, le tableau serait plutôt sombre puisque «*la crédibilité des facultés françaises est entamée à l'étranger, des diplômes ne sont pas reconnus*». Déjà l'on savait avec Barre que nos universités ne devaient pas devenir des «*dépotoirs*» et que pour élever leur niveau il fallait réduire le nombre

des étudiants étrangers. Saunier-Séité poursuit cette œuvre de redressement et de restauration de l'université française, en affirmant bien haut que «*les enseignements supérieurs ne sont ni des conservatoires de province, ni des maisons municipales de la culture, ni des refuges des ambitions trahies par l'insuffisance des capacités*» !

Il faut redéployer l'université en tenant compte «*du désintérêt croissant des étudiants pour certaines formations*» (qu'il faut supprimer) et en fonction de la «*réalité économique-socio-culturelle des différentes régions de France*». Ce redéploiement doit permettre à «*chaque région d'avoir l'éventail de toutes les formations universitaires*».

En fait de nombreuses petites universités de province voient leur existence menacée avec la mise en place de cette «*carte universitaire*». En effet nombre d'étudiants préfèrent s'inscrire dans une université qui assurera un cursus complet d'enseignement plutôt que de s'inscrire dans une université jusqu'au DEUG et où il ne pourra pas poursuivre ses études au-delà. L'instauration pour chaque région d'une complémentarité des enseignements sur une distance de 300 à 400 km, signifie le dépérissement de nombreuses universités. Elle entraînera également de nombreux étudiants à s'éloigner encore davantage de leur domicile pour pouvoir suivre leurs études. Une première estimation indique qu'environ 80.000 étudiants devront changer d'université à la rentrée s'ils veulent poursuivre leurs études, du fait de la suppression des habilitations dans leurs universités.

L'examen de la carte universitaire qui se met ainsi en place fait apparaître clairement que les universités les plus touchées sont celles jugées «*remuantes*» par le pouvoir — par exemple celles qui ont connu de fortes mobilisations étudiantes cette année, comme Caen, Amiens, Angers... ; ou

celles situées dans des villes administrées par la gauche comme Reims, Chambéry, Brest, Saint-Etienne... Plus généralement ce sont les enseignements jugés comme non rentables ou pouvant déboucher sur une réflexion critique qui sont touchés. Dans ce cadre le pouvoir règle ses comptes avec de nombreux enseignants liés aux partis de gauche ou qui refusent de s'aligner sur l'idéologie dominante. C'est ainsi par exemple que Saunier-Séité a décidé de supprimer les enseignements du secrétaire général du SNE-SUP, enseignant en sciences économiques à Reims, ou de Maria - Antonietta Macchiochi, enseignante à Vincennes.

Par contre les universités qui ont meilleure réputation, qui sont situées dans des villes dirigées par la droite sont généralement épargnées et même parfois gratifiées de nouvelles habilitations (comme celle de théologie catholique et protestante à Strasbourg...)

Cette réorganisation s'inscrit ainsi dans un ensemble plus vaste de mesures qui visent à normaliser l'université, à mettre au pas le corps enseignant, à renforcer les positions réactionnaires parmi celui-ci.

Avec la nouvelle carte universitaire on s'achemine ainsi vers la mise en place d'une université où coexisteraient des facultés d'élite assurant un enseignement complet, dans un environnement idéologique et politique plus conforme aux souhaits de la bourgeoisie, et des facultés parkings qui retiendraient les bacheliers pendant deux ans jusqu'au DEUG, avant qu'ils ne soient confrontés au problème du chômage.

Les mesures prises par Saunier-Séité ont suscité une très large condamnation, de la part des organisations syndicales enseignantes et étudiantes... et même de la conférence des présidents d'universités, qui regroupe les présidents des 76 universités du pays.

Que restera - t - il de l'université de Vincennes ?

Tout au long du mois d'août, c'est par une série de coup de force que le gouvernement a déménagé l'université de Vincennes Paris VIII. L'accès en a d'abord été interdit, alors qu'étudiants et professeurs organisaient une université d'été. Dès le 1^{er} août, les CRS font le siège ; puis le standard est coupé ; enfin, dans la nuit du 26 au 27 commence la démolition sous la protection de gardes et de chiens policiers. Ainsi, en dépit du tollé de protestations, Vincennes a été détruite. Depuis des années, le pouvoir manœuvrait pour supprimer ce symbole des luttes de l'après 68 pour une autre université, ouverte aux travailleurs et créatrice de nouvelles disciplines. A Saint Denis, sur une superficie deux fois moindre et dans des locaux inachevés, au fil d'une rentrée chaotique, s'annonce la poursuite de l'opération de normalisation.

Imaginez une université qui déménage. Lourde entreprise, surtout pour Paris VIII qui accueillait à Vincennes quelques 30 000 étudiants. Et voilà que les nouveaux bâtiments de Saint Denis n'en pourront recevoir que 10 000. Reste un «*amphi*» sur

deux, une salle de cours sur quatre, pas de restaurant, ni de cafétéria, pas du tout d'équipements sociaux ! Voilà aussi que Saint Denis encore inachevée, on rase Vincennes ! Tout a été déménagé d'un seul coup, en plein mois d'août, alors que, respectant l'étalement des vacances, les employés de l'administration ne seront tous rentrés qu'à la mi-septembre ! Faut de place, la moitié de l'administration est provisoirement transférée à Paris, l'autre, à Saint Denis, s'emploie à identifier les bureaux, à en chercher les clés. Uns pagaille de 15 jours au moins, et il ne s'agit que de l'installation d'un million de personnes.

Mauvaise gestion du déménagement ! Certes non : depuis longtemps le gouvernement entendait étouffer cette université ouverte aux non-bacheliers. En 1972, la ville de Paris avance le prétexte : reprendre ses terrains du bois de Vincennes concédés pour 10 ans à l'université. En 1978, Saunier-Séité demande le transfert de Paris VIII. Afin de «*restituer à la promenade et aux loisirs*» 4 ha au bois de Vincennes, on détruisit d'abord l'IUT de Saint Denis (coût 30 millions), puis on édifia sur place une nouvelle université (coût 100 mil-

lions). Et plutôt que de réutiliser ou démonter les locaux préfabriqués de Vincennes, on décida de tout raser (perte 130 millions). La note s'éleva maintenant à quelque 26 milliards de centimes.

Scandale financier ? Peu importe, le gouvernement y trouve un triple bénéfice : mettre au pas l'université expérimentale de 68, en commençant par réduire d'un tiers sa capacité, supprimer nombre d'enseignements à Paris VIII dans le cadre de la refonte des universités, et enfin revenir sur les avantages acquis par le personnel. Celui-ci avait obtenu en 1971, après cinq mois de grève, l'auto-organisation de leurs services. A Saint Denis, c'est le retour aux horaires fixes, le cloisonnement du personnel coupé des étudiants. Et, mauvaise surprise pour les dactylos : elles devront travailler à 50 dans un immense hall ! Le pool dactylographique traitera tout : inscriptions, bourses, sécurité sociale, etc. Face à ces remises en cause et ces attaques, le personnel n'a pas encore organisé sa riposte : bon nombre d'employés ne sont pas rentrés pour l'instant et la mobilisation sur le mot d'ordre Vincennes à Vincennes ne s'est pas déjà transformée en une lutte pour le maintien des droits acquis.

**ABONNEZ-VOUS
A
POUR LE SOCIALISME**

**1 AN : 200 F
6 MOIS : 100 F**

Directeur de publication :
R. Rodriguez
N° commission paritaire :
62 712
Compte bancaire :
BNP 271 - 659 - 66
Imprimerie IPCC (Paris)

**POUR TOUTE
CORRESPONDANCE
Ecrire A
POUR LE SOCIALISME
C/O FRONT ROUGE BP 68
PARIS 75019**

Ce qui s'est passé dans le monde cet été

Afghanistan : les Soviétiques pour longtemps

Les Soviétiques ont effectué à partir du début du mois de juillet des raids contre les villages aux environs de Kaboul, faisant des milliers de morts. A Kaboul même 267 lycéennes qui avaient participé aux manifestations ont été arrêtées lorsqu'elles se sont présentées à leur examen du 10 au 15 juillet. Fin juillet des affrontements et des attentats ont eu lieu à Kaboul même. Le 28 juillet a été annoncée la mort d'un général à la suite d'un attentat, nouvelle que seule l'*Humanité* a démenti. Fin juillet et début août des affrontements violents ont opposé des unités de l'armée afghane mutinées aux soviétiques, notamment à Pul-i-Charki dans la banlieue de Kaboul et à Ghazni, siège de la plus puissante unité afghane dont 90% des hommes ont déserté.

A la mi-août se confirmait

le renforcement de la guérilla par l'annonce à la radio de Kaboul de l'envoi de volontaires pour la combattre dans les zones frontalières de l'URSS. Dans la même période, l'administration de Karmal devait quitter la ville d'Herat.

En dépit de l'annonce du retrait d'unités au début de l'été, les mouvements de gros transports soviétiques ont été particulièrement intenses à la mi-juillet. Selon les observateurs militaires, le nombre des troupes présentes aurait été porté à 85 000, leur organisation a été modifiée par la mise en place d'unités plus légères mieux aptes à la guerre anti-guérilla.

D'importantes dissensions ont opposé les deux groupes rivaux du gouvernement, qui ont conduit Karmal à éliminer nombre de gens de Khalq.

Moyen-Orient : l'affaire de Jérusalem

Le 1^{er} août, le parlement israélien a voté la loi fondamentale faisant de Jérusalem la capitale de l'Etat d'Israël annexant de fait la partie Est de Jérusalem occupée depuis 1967. Immédiatement Begin envoyait des arrêtés d'expropriation à des habitants de Jérusalem Est afin d'installer ses bureaux. Cette double provocation a soulevé une protestation quasi-unanime, manifestée par la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU du 23 août invitant tous les pays à retirer leur représentation de Jérusalem pour les transférer à Tel Aviv, opération quasiment réalisée à la fin du mois.

Le 5 août, l'Egypte interrompait les négociations, d'ailleurs vaines, à propos de l'autonomie palestinienne, en signe de protestation. Le 18 août, Israël rejetait à la fois une proposition roumaine de conférence internationale et une proposition égyptienne de nouveau sommet à trois. Début septembre, à la suite d'un voyage de Linowitz au Moyen Orient, Carter an-

nonçait que les négociations allaient reprendre, ce qui est interprété comme une faveur électorale de Sadate pour Carter.

Du 15 au 20 août, l'armée israélienne a opéré des raids contre le Sud Liban, celui du 19 août contre le château de Beaufort, point stratégique important, constitue la plus vaste opération réalisée depuis l'invasion de mars 1978. L'objectif aurait été de dégager de nouveaux territoires pour les milices libanaises. Begin dirigeait en personne les opérations. Le général en chef israélien a déclaré qu'il s'agissait de garder l'initiative aux mains d'Israël. Le gouvernement libanais a constaté une nouvelle fois l'impunité dont jouissait Israël pour ses forfaits «*Comment et pourquoi les israéliens se modéreraient-ils alors que rien ni personne ne les dissuade d'agir ?*». Selon l'OLP, le roi Hussein dispose de renseignements indiquant qu'Israël entend accentuer sa pression sur le Sud Liban au cours de la période électorale US.

Afrique Australe : renforcement de la solidarité face à Prétoria

En Afrique du Sud, les dernières semaines ont été marquées par plusieurs

manifestations de jeunes contre le régime raciste, notamment au Cap.

Le régime de Prétoria a intensifié son intervention en Namibie où il prétend imposer le gouvernement colonial de Dirk Mudge. Il a multiplié les incursions en territoire angolais contre les guérilleros et les réfugiés de Namibie.

Après l'indépendance du Zimbabwe, les gouvernements africains de la région renforcent leur solidarité pour briser la domination économique de l'Afrique du Sud. Au cours de plusieurs rencontres, en particulier la visite de Samora Machel au Zimbabwe début août, on a progressé dans la mise au point d'un projet visant à faire passer les exportations du Zaïre,

de la Zambie et du Zimbabwe par les ports mozambicains pour éviter le contrôle des communications par l'Afrique du Sud.

Le premier ministre du Zimbabwe Robert Mugabe s'est rendu à New York pendant la dernière semaine d'août à l'occasion de l'entrée à l'ONU du Zimbabwe indépendant. Il a lancé un appel à l'aide internationale adressé en particulier aux USA et à la Grande Bretagne. En effet Carter et Thatcher, en refusant d'honorer les engagements financiers pris à Lancaster House, mettent en difficulté la reconstruction du Zimbabwe et la réinstallation des réfugiés.

Chine : importantes décisions

L'événement le plus important de cet été en Chine a été la troisième session de la 5^e Assemblée populaire nationale. Celle-ci a pris d'importantes décisions concernant l'économie et la planification ainsi que la composition du gouvernement.

Dans son discours, le président du PCC Hua Guo Feng a indiqué que le plan décennal élaboré en 1976 était trop ambitieux : «*Nous avions sous-estimé les difficultés causées à l'économie nationale par de longues années de sabotage de Lin Biao et des autres*». Il a insisté sur la nécessité de lutter contre des idées gauchistes dans le domaine économique et

de procéder à de nouveaux réajustements des plans pour «*vaincre la bureaucratie et améliorer le travail du gouvernement*», il a déclaré que «*dorénavant, le travail du Parti sera séparé de celui du gouvernement*», annonçant de profonds changements dans la direction du Parti et du gouvernement avec la promotion de cadres «*dans la force de l'âge et ayant acquis des connaissances spécialisées*».

Dans le même discours Hua Guo Feng a annoncé sa démission du poste de premier ministre et celle de sept des vice-premiers ministres sur dix-huit, ceux-ci conservant leurs fonctions au Comité Central du PCC.

USA : Carter contre Reagan

Reagan a obtenu sans problème l'investiture du parti républicain. De son côté Carter a dû se blanchir des affaires de corruption dont son frère est le héros, à la veille de la convention démocrate. Il a obtenu l'investiture du parti démocrate après le retrait de Kennedy, qui a consenti à lui apporter un soutien moins que tiède. Selon les sondages la course électorale sera très serrée, la position de Carter paraissant très fragile. Sa cote de popularité a atteint son point le plus bas depuis son élection au milieu du mois de juillet. Selon Carter ces élections seront un choix entre «*deux avenir*» il a présenté son programme économique le 28 août, par lequel il se propose de créer un million d'emplois et de réduire les impôts.

Il signalait par ailleurs au début du mois d'août une directive sur l'emploi des forces nucléaires qui prévoyait explicitement, une ri-

poste contre «*les bases militaires, industrielles et politiques du pouvoir et du régime soviétique lui-même*». Cela serait permis par le plan de modernisation des forces nucléaires américaines. C'est surtout sur le plan de la doctrine, une affirmation de l'éventualité de l'utilisation des armes nucléaires en cas de conflits et la transcription d'une tension qui n'a cessé de croître depuis le début des négociations américano-soviétiques sur les armements nucléaires, il y a plus de dix ans.

En outre les Etats-Unis ont poursuivi leur déploiement dans la région du Moyen Orient-Golfe en signant un accord avec le gouvernement somalien pour l'utilisation de la base de Berbera et en Egypte en entreprenant l'installation d'une troisième base à Ras Banas sur la Mer Rouge, pouvant accueillir une division des B 52 stratégiques.

Corée du Sud : montée d'une dictature

Depuis la répression sanglante par l'armée de l'insurrection de Kwangju, le général Chun Du Hwan a multiplié les mesures visant à rétablir la dictature fasciste et à enrayer le processus de démocratisation qui s'était développé après l'assassinat de Park Chung Hee à la fin de l'année dernière. Il a instauré la loi martiale et s'est attribué les pleins pouvoirs pour procéder à l'emprisonnement de milliers de jeunes patriotes. Sa «*campagne de purification*» visant l'ensemble des démocrates lui a permis de se faire nommer à la présidence le 27 août.

En même temps, le nouveau dictateur organise le procès du principal dirigeant de l'opposition, Kim Pae Jung. Celui-ci qui a lutté pendant des années contre la dictature de Park est en outre un partisan de la réunification pacifique de la patrie coréenne. Même si le gouvernement américain a exprimé des réserves, à l'égard de la politique de Chun, il est essentiellement responsable de la montée de la dictature, en lui maintenant son soutien et en perpétuant l'occupation militaire de la Corée du Sud.

Indochine : refus du fait accompli vietnamien

La situation militaire au Cambodge a été marquée par une intensification de la guérilla contre l'occupation vietnamienne. Profitant des conditions naturelles favorables de la saison des pluies, les guérilleros cambodgiens ont résisté à l'offensive vietnamienne dans la région montagneuse de Phnom Malai. Dans l'ensemble du pays, les forces de guérilla ont coupé les voies de communication, notamment en faisant sauter des trains militaires vietnamiens et ont détruit une vingtaine de points d'appui de l'ennemi dans plusieurs provinces.

Alors que la tension à la frontière Thaïlande-Cambodge n'avait pas cessé, le gouvernement de Hanoi a proposé, à l'occasion de la conférence de Vientiane en

juillet, une zone démilitarisée des deux côtés de la frontière et a engagé le gouvernement thaïlandais à négocier avec le gouvernement vietnamien de Heng Samrin. La Thaïlande a rejeté ces propositions, estimant qu'elles revenaient à reconnaître l'occupation vietnamienne comme un fait accompli.

Sur le front diplomatique le Vietnam a obtenu un succès avec la reconnaissance du régime de Heng Samrin par le gouvernement indien d'Indira Gandhi. Par contre Sihanouk a précisé sa position à ce sujet en lançant un appel à l'ONU pour qu'elle s'abstienne de reconnaître un régime «*installé à Phnom Penh par les impérialistes vietnamiens et soviétiques*».

Salvador : des centaines de morts

La grève générale organisée du 12 au 14 août a donné lieu à de très violents affrontements entre guérilleros et les troupes gouvernementales qui utilisaient avions et hélicoptères dans la capitale. Un village aurait été rasé en province, et trois cents personnes tuées.

Pour échapper à la répression, cent cinquante paysans y compris des personnes âgées et des enfants ont occupé l'ambassade du Costa Rica auquel elles ont demandé asile. Chaque jour, plusieurs dizaines de personnes sont assassinées par la Junte.

Orlov au cachot

Youri Orlov, condamné à sept ans de camp en 1978 a été mis au cachot pour six mois pour s'être plaint des retards dans son courrier. Il est soumis au secret absolu. De son côté

Klebanov, fondateur du syndicat libre enfermé en hôpital psychiatrique est dans un état grave après avoir été soumis à un traitement de médicaments particulièrement nocifs.



Le coup d'Etat du 17 juillet dernier en Bolivie a beau être le énième d'une très longue série, il ne s'explique pas par une sorte de fatalité historique attachée au pays, et ne ressemble pas à ceux qui l'ont précédé, par l'ampleur et le degré de la répression. Ce coup d'Etat, destiné dans l'immédiat à empêcher l'accession à la présidence de la République du candidat de gauche Hernan Siles Zuazo, pose avec acuité le problème des processus démocratiques utilisés en Amérique Latine, chaque fois que ce processus est déclenché de «l'intérieur» par certains secteurs de l'armée, et du pays, sous la pression des mouvements de masse, sans qu'il y ait pour autant une véritable rupture.

L'année 1978 - 1979 avait été marquée en Bolivie par des mouvements de grève dans les mines et les usines, puis peu à peu dans le secteur administratif tandis que se multipliaient les assemblées locales pour la défense des droits de l'homme, les enfermements de grévistes de la faim dans les églises, puis peu à peu une mobilisation générale de tout le pays. Empêtrés dans les difficultés économiques économiques, en proie au discrédit et à des contradictions internes, à un moment où la doctrine Carter des droits de l'homme pouvait être utilisée par certains milieux

démocrates chrétiens, les forces armées avaient lâché le général Hugo Banzer et s'étaient engagées dans un lent processus de retour des civils au pouvoir. Pour une partie de l'armée, il ne s'agissait pas d'un renoncement à l'exercice de la dictature, mais d'un moyen de gagner du temps : pour d'autres, dont le général David Padilla, la restitution progressive du pouvoir aux civils était effectivement envisagée ; l'armée, selon eux, devant être strictement professionnaliste, c'est-à-dire cantonnée aux tâches de défense. Mais les partis démocratiques entendaient bien mener à son terme ce

était clair aussi que l'armée sortirait de nouveau des casernes.

Trois tentatives de coup d'Etat en un an

Le putsch fasciste du 17 juillet a été préparé par deux tentatives, l'une, le 12 octobre dernier, l'autre plus sérieuse, les 1^{er}, 2 et 3 novembre : ce n'est qu'au bout de 16 jours que le colonel Natusch Busch s'est résigné à son échec. A chaque fois parti de Trinidad ou de Santa Cruz, il s'était agi pour l'aile fasciste de l'armée de cerner les possibilités

temps, la Résistance se préparait par la mise en place de direction de rechange, clandestines, dans la COB par exemple, et par la mise au point des premières ripostes. C'est à l'appel de la CONADE que les premiers jours, le mouvement de grève, les barricades se sont développés.

Utilisation des ambulances par des groupes paramilitaires

«Si je suis malade, surtout n'appelle pas d'ambulance» disent les habitants de La Paz qui ont vu des ambulances ou des

pulaire) qui allait être désigné comme président de la république, a formé dans la clandestinité un gouvernement d'Union nationale. Ce gouvernement bénéficie de l'appui de Paz Estenssoro, son rival malheureux du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire, de centre droit, et du Parti Socialiste. Le gouvernement, qui bénéficie du soutien de toutes les forces démocratiques du Congrès et des syndicats lutte pour «abattre complètement le pseudo-gouvernement illégitime, antinational, antidémocratique, antipopulaire des Garcia Meza et Arce Gomez» et demande à la communauté internationale de ne pas reconnaître un tel gouvernement.

Dans la situation actuelle, trois possibilités se dessinent : ou la poursuite de la junte militaire qui doit faire face à la résistance de toute la population, ou la préparation d'un contre-coup d'Etat de la part d'une partie de l'armée, ou la lutte victorieuse du gouvernement d'union nationale, ce qui n'exclut pas des combinaisons entre ces deux dernières alternatives.

Malgré la condamnation du coup d'Etat par les Etats-Unis et l'OEA, l'organisation des Etats Américains, l'impérialisme américain n'a pas intérêt à voir arriver au pouvoir en Bolivie la gauche, même réformiste. Certes, un processus de démocratisation du pays, aboutissant à la victoire de la Démocratie chrétienne ou du candidat de centre droit, Paz Estenssoro aurait sans doute mieux convenu aux USA que le coup d'Etat actuel. Mais la victoire de l'UDP, union composée du MNR (1) (de gauche), du PC et du MIR, en plus d'une série de groupes mineurs, pourrait compromettre rapidement les intérêts américains. L'inégalité dans la répartition des richesses est trop criante, la polarisation du pays entre une immense majorité qui souffre de la misère, de la faim, de l'analphabétisme et une oligarchie réduite, liée à l'impérialisme US, est trop brutale pour qu'une victoire de la gauche, même réformiste, n'entraîne pas, rapidement, une radicalisation du mouvement populaire. Déjà sous la présidence de Lydia Gueiler, les luttes revendicatives, dirigées par la COB, se sont multipliées. Sans doute les USA, qui sont de plus en période électorale, n'ont-ils aucune envie de voir s'ouvrir une seconde brèche dans un pays andin, alors qu'ils sont déjà en difficultés en Amérique Centrale.

Hélène VARJAC

Bolivie : résistance populaire au coup d'Etat

processus, si long soit-il, et donner un contenu réel à cette transition, répondant aux aspirations de l'immense majorité des Boliviens. Les ambiguïtés de la situation n'ont jamais été levées depuis la passation de pouvoir, en avril 1979, à Walter Guevara. Mais au fur et à mesure que les organisations syndicales et politiques démocratiques se consolidaient, et qu'il devenait évident que le candidat du front de gauche (1) allait l'emporter, il

de riposte du peuple et d'apprécier les résistances en son sein, afin d'ajuster ses plans.

Depuis janvier dernier, les putschistes avaient mis en place un climat de violence et d'insécurité : des syndicats fascistes coupent les routes pour perturber l'approvisionnement des villes, des attentats sont commis contre des personnalités de gauche, en mars, le prêtre Luis Espinal, directeur d'un grand journal de La Paz, *Aqui*, est assassiné, tandis que la vague de provocations culmine avec l'explosion d'une bombe à la fin d'une manifestation de soutien au candidat de gauche, trois jours avant les élections du 29 juin. En même temps, les forces armées demandaient le report des élections d'un an, et critiquaient le «partidismo» politique réclamant une Reconstruction Nationale, après avoir aux-mêmes organisés le chaos qu'ils dénonçaient.

La CONADE, un instrument de résistance

La formation, le 12 avril 1980, de la CONADE - Comité National de Défense de la Démocratie, qui regroupe les partis politiques de gauche, la COB, Centrale Ouvrière Bolivienne et l'Assemblée Permanente des Droits de l'Homme - répond à la volonté de barrer la route au coup d'Etat et d'organiser la Résistance dans cette éventualité. Le sentiment assez généralement partagé était que la discipline des masses, l'esprit de responsabilité dans la période électorale pourrait diviser les forces armées. Mais en même

véhicules de la Croix-Rouge utilisés par des groupes paramilitaires pour attaquer le siège de la COB, pour perquisitionner, faire des rafles en plein jour, enlever des gens et les relâcher après interrogatoire et investir les stations de radio. Les méthodes utilisées dans la répression indiquent une main étrangère, précisément celle de l'Argentine, qui a vu là un moyen d'aider une dictature semblable à la sienne, à se mettre en place et de renforcer une influence sur la Bolivie, qu'elle se dispute âprement avec le Brésil. Ce sont des Argentins qui contrôlent les passeports à l'aéroport de La Paz. Il est établi qu'ils ont recours à la pègre qu'ils ont sortie des prisons, pour les aider dans leur tâche de répression. Comme en Argentine, la tactique a été d'abord de démanteler les directions politiques et syndicales, avec l'assassinat du dirigeant du Parti Socialiste, Marcelo Quiroga Santa Cruz, et l'arrestation des leaders syndicaux, Simon Reyes, dirigeant des mines, Juan Lechin, Julio Tumiri Apaza, président de l'Assemblée des Droits de l'homme et Liber Forti, responsable de la Culture à la Cob. Dans un second temps, l'armée a massacré la population civile, comme à Caracolis, puis a eu recours à une répression plus sélective. Au total, il y aurait 2 500 prisonniers et 1 000 morts.

Un espoir : Le gouvernement civil dans la clandestinité

Sitôt le coup d'Etat déclenché, Hernan Siles Zuazo, candidat de l'UDP (Union Démocratique Po-

Témoignages sur la résistance et la répression

(Recueillis par la conférence bolivienne de religieux - CBR) août 1980

Huanuni : Les bombardements nocturnes, avec des incendies, ont terrorisé la population. L'objectif militaire était d'occuper la radio, qui était gardée par des femmes et des enfants. Finalement, les forces armées pénétrèrent dans la station de radio et l'occupèrent. Cette opération a fait dix morts et vingt à trente blessés. L'ambulance venue secourir les blessés a été mitraillée. La dynamite des mineurs a fait reculer les militaires mais les mineurs sont encerclés et la faim se fait gravement sentir, comme dans d'autres mines.

Tarija : Peu d'informations. Il y a des prisonniers et beaucoup de gens qui se cachent. Ils ont opéré des changements dans les garnisons pour que les soldats n'hésitent pas à tirer sur le peuple.

La Paz : Ils utilisent des ambulances et d'autres symboles de la Croix-Rouge, reconnus internationalement, pour transporter en plein jour des groupes para-militaires. Les perquisitions se font sans aucun respect des droits fondamentaux : coups, injures, destruction des biens matériels, vols d'objets de valeur (frigo, machine à laver, ...). Arbitraire complet dans les rafles et le quadrillage des villes. L'armée tire sur le peuple dès qu'il exprime son désaccord ; un homme ivre a insulté un soldat et celui-ci lui répond avec une balle qui tue un enfant de huit ans.

Huanuni & Siglo Veinte : Les mineurs de ces deux centres n'ont pas repris le travail jusqu'au 31 juillet ; depuis ils travaillent à un rythme très faible.

(1) : Union Démocratique Populaire : MNR (1), MIR, PC

La défense de la paix : une tâche urgente

Les développements les plus récents de la situation internationale confirment ce qui en constitue depuis quelques temps déjà les lignes de force. Ainsi en est-il du caractère désormais ouvertement impérialiste de la politique de l'URSS, tel qu'il s'affirme à travers l'offensive que cette puissance déploie depuis plusieurs années déjà. Ainsi en est-il — cela va de pair — de la mise en place, de plus en plus évidente, des facteurs d'un affrontement majeur avec l'autre superpuissance, les Etats-Unis, toujours largement impliqués eux aussi dans la violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ainsi en est-il aussi de la persistance des luttes des peuples : ce facteur de la situation internationale qui a permis, au cours de la dernière décennie, un recul significatif de la superpuissance US, provoque également aujourd'hui pour l'URSS, qui veut s'en approprier les fruits, des difficultés croissantes dans les pays soumis à son diktat.

Afghanistan : 9 mois d'occupation

Si certains événements internationaux de cet été, ont pu éclipser quelque peu, au niveau des médias, le développement de la situation en Afghanistan, la réalité est là, pourtant : en ce mois de septembre, c'est-à-dire au 9^e mois d'une occupation massive par le corps expéditionnaire soviétique, la guerre ne se ralentit pas.

A la veille de l'ouverture des Jeux Olympiques, Moscou avait fait état d'un «retrait partiel» de ses troupes. Peu de gens auront été surpris de voir qu'il ne s'agissait là nullement d'un processus de retrait, mais, avant tout, d'un redéploiement des forces soviétiques, une meilleure adaptation au «terrain», pour tenter d'écraser une résistance qui a survécu malgré ses faiblesses et son archaïsme. L'envoi d'unités et de matériel légers, mieux adapté au combat anti-guérilla, est allé de pair avec le renforcement d'une infrastructure militaire faite pour une occupation de longue durée.

Au fur et à mesure qu'on se rapproche d'un hiver susceptible de freiner les possibilités de mouvement des moudjahidines l'URSS lance de nouvelles offensives, telles celle menée dans la province de Ghazni, au sud de Kaboul, ou celle de la vallée de Panshir, à l'est du pays. Ces nouvelles tentatives de réduire la résistance témoignent à la fois des difficultés de l'occupant à réaliser ses plans, et de sa volonté, au risque de s'enlisier, de poursuivre la guerre en Afghanistan, pour s'assurer de la domination sur ce pays.

Tout ceci s'inscrit dans une logique : celle de l'offensive à caractère impérialiste dans laquelle l'URSS, est engagée ces dernières années. Les risques pris en Afghanistan ne s'expliquent que par l'intérêt stratégique que peut présenter le contrôle d'un pays qui est pour l'URSS un passage obligé vers l'Océan indien, et qui se situe à proximité de la zone — réservoir énergétique — du Golfe et du Proche-Orient. Autre exemple : l'engagement dans la «guerre oubliée» de l'Erythrée, sur les bords de la mer Rouge, participe de la même logique. A la veille de l'été, le mouvement de libération érythréen a alerté l'opinion internationale sur les préparatifs de guerre chimique qui le menacent et dans lesquels, les soviétiques avec leurs experts et leurs matériels spéciaux, sont directement impliqués.

Dans un secteur où son état-major commande directement, depuis 1978, à l'armée éthiopienne, les offensives répétées contre le peuple érythréen, il s'agit pour l'URSS de renforcer sa présence dans la Corne de l'Afrique et de verrouiller avec le Yémen du Sud l'artère vitale de la mer Rouge.

Europe : la menace n'est pas voilée

Son effort de guerre dans le Tiers-monde, et plus particulièrement en Afghanistan où sa guerre est beaucoup moins éclair qu'il l'espérait, limite sans doute les possibilités d'initiatives d'ordre militaire que le Kremlin pourrait être amené à prendre, à court terme, sur le continent européen. Par ailleurs assurément, la non-intervention directe en Pologne, jusqu'à présent, ne s'explique pas seulement, ni même principalement par là : pour en conserver le contrôle, Moscou table sur une «reprise en mains» de la situation par les dirigeants de ce pays. Toutefois, la menace n'est pas voilée et la lourde insistance sur le «nécessaire respect» des alliances nullement fortuite. L'été polonais avec l'essor du mouvement ouvrier de ce pays, est d'un apport considérable pour le développement de la lutte des peuples dans «l'empire soviétique», c'est un facteur particulièrement favorable au développement des facteurs révolutionnaires sur notre continent. En même temps, élément constitutif de «l'empire», voie de passage vers la RDA et l'ouest de l'Europe, importante zone d'accès à la Baltique, la Pologne est un enjeu auquel l'URSS n'est évidemment pas prête à renoncer.

Ceci d'autant moins que c'est sur l'ensemble de l'Europe que l'URSS entend accentuer sa pression. Ses évocations toujours lénifiantes de la «détente», à l'approche de la conférence de Madrid sur la «sécurité européenne» ne peuvent faire oublier son active participation à la militarisation de notre continent. Par exemple, en poursuivant à raison d'une tous les cinq jours, l'installation de ses fusées à moyenne portée SS 20 pointées sur l'Europe occidentale. Les manœuvres actuelles, quasi-simultanées, du Pacte de Varsovie et de l'OTAN, en Europe, symbolisent d'ailleurs de façon préoccupante les préparatifs en cours pour un futur conflit mettant aux prises les deux superpuissances et dont notre continent serait le théâtre en même temps qu'un enjeu essentiel.

La réalité d'une telle menace qui est attestée par l'offensive soviétique au plan mondial, l'est aussi par les autres politiques impérialistes, plus spécialement celle des Etats-Unis dont les cercles dirigeants, malgré les reculs subis, n'ont pas fait leur deuil des ambitions de domination mondiale. Lorsqu'ils installent aujourd'hui une base militaire sur la côte égyptienne de la mer Rouge, ou obtiennent des facilités portuaires pour leur marine de guerre, en Somalie, ils entendent profiter des légitimes préoccupations qu'inspirent dans la région les menées soviétiques. Ceci pour redéployer leur dispositif militaire afin de préserver les intérêts de superpuissance, des Etats-Unis. La poursuite de la mise sur pied d'une force d'intervention de 100 000 hommes est une autre illustration de cette politique. Dans la même région, l'Etat d'Israël bénéficie toujours de l'appui vital des Etats-Unis pour bafouer les droits nationaux du peuple palestinien, quelles que soient les réserves exprimées par la Maison Blanche vis-à-vis des aspects les plus outranciers — telle l'annexion de la totalité de Jérusalem — de la politique sioniste.

Développements en Amérique Latine

Cette attitude américaine, on la retrouve à l'œuvre en Amérique Latine, théâtre d'importants événements au cours des dernières semaines. Si la campagne dite des «droits de l'homme» de Carter l'a conduit depuis 1977, à affirmer moins



Véhicules soviétiques blindés amphibies de combat d'infanterie en manœuvre



ouvertement l'appui nord-américain à certaines dictatures latino-américaines, si Carter a désapprouvé le récent coup d'Etat d'extrême-droite en Bolivie, l'hostilité des Etats-Unis à une véritable libération de ce qui fut sa chasse gardée, reste patent. Tout au plus, Washington a dû procéder à certains réajustement sous la pression des luttes populaires. Réajustements limités puisque comme il avait soutenu jusqu'au bout le dictateur Somoza, au Nicaragua, le gouvernement américain soutient toujours dans le Salvador voisin, la junte qui, avec les forces d'extrême-droite, pratique la terreur quotidienne. Pour plus camouflé qu'il soit, le soutien des Etats-Unis à des régimes terroristes d'Amérique Latine continue donc, en se nourrissant de la crainte de voir le mouvement populaire remettre en cause les intérêts de l'impérialisme US bien que de la crainte de voir l'URSS développer son emprise aussi dans cette région du monde. Car là aussi, la rivalité USA - URSS s'exacerbe. Non seulement du fait des possibilités par l'URSS d'utiliser Cuba qui jouit encore d'un réel prestige, notamment en Amérique Centrale mais aussi, du fait des liens menés par l'URSS avec certaines dictatures «classiques» latino-américaines. C'est le cas avec le général Videla d'Argentine, bourreau de son peuple et grand pourvoyeur en conseillers militaires des putschistes boliviens de juillet dernier. Le même Videla ne vient-il pas de confirmer à l'URSS l'engagement de lui livrer durant cinq ans les céréales qui lui font défaut, depuis que les Etats-Unis ont suspendu leurs livraisons, suite à l'invasion de l'Afghanistan ?

C'est ainsi, à travers les violations répétées du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que les superpuissances américaine et soviétique, intensifient leur rivalité pour une domination non seulement régionale — dans tel ou tel secteur de la planète — mais mondiale. Parce que cette rivalité porte en germe un troisième conflit

mondial, la lutte pour la paix prend nécessairement pour cible les deux superpuissances. Ceci ne saurait réduire l'importance du soutien à accorder aux peuples en lutte contre les autres impérialismes, et en particulier l'impérialisme français. Simplement, lorsqu'il s'agit d'agir pour la paix mondiale c'est notamment par une solidarité concrète avec les peuples et pays menacés ou agressés directement par les superpuissances, que peut se matérialiser cette action.

Dans le cadre de la rivalité USA - URSS, c'est cette dernière qui hésite le moins à recourir à l'intervention militaire directe contre d'autres pays. Sous couvert d'«internationalisme prolétarien», elle s'affirme ainsi comme la superpuissance actuellement la plus dangereuse. Cela ne justifie bien entendu aucune bienveillance à l'égard de la politique américaine, ni aucune illusion sur un non-recours futur des Etats-Unis à des nouvelles aventures militaires. De plus le rapport des forces entre les deux superpuissances peut connaître à l'avenir d'importantes mutations.

Tout en prenant en compte à chaque moment des différents dangers que les superpuissances représentent l'une et l'autre, il est donc nécessaire, pour contribuer à une défense effective de la paix mondiale, d'agir contre les menées des deux superpuissances. Et il est donc nécessaire de prendre des initiatives en conséquence.

Jean - Paul GAY

**La semaine prochaine :
Pour l'existence d'un
authentique mouvement
de la paix.**